

Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère



Canadian Centre
for Foreign Policy
Development

1997

Forum national

sur les relations internationales du Canada

VICTORIA

KITCHENER
WATERLOO

HALIFAX

QUÉBEC



Asie-Pacifique

DOCS
CA1 EA752 97N371EXF
National Forum on Canada's
International Relations
1997 National Forum on Canada's
International relations :
Asia-Pacific. --
E1829022

Le Forum national de 1997 sur les relations internationales du Canada a été financé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et par l'Agence canadienne de développement international, par l'entremise du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère

Illustration nommée : le premier voyage du capitaine Cook (1768-1771), est fournie par le Haut-commissariat de la Nouvelle-Zélande.



Ministère des
Affaires étrangères et
du Commerce international

Department of
Foreign Affairs and
International Trade



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

1997

Forum national

sur les relations internationales du Canada



Asie-Pacifique

3 5036 01098808 P



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



Avril 1998

Chers amis,

Les participants du Forum national sur les relations internationales du Canada se sont rencontrés à Victoria, Waterloo, Halifax et Québec entre les mois d'avril et octobre 1997. Parmi le groupe, on comptait notamment des ONG, des représentants des milieux universitaires, des affaires et syndicaux, des Canadiens d'origine asiatiques, des représentants des peuples autochtones et des officiels du gouvernement. Ensemble, ils se sont attardés à trois questions précises tirées du document préparatoire au Forum national :

Comment et jusqu'à quel point les Canadiens peuvent-ils contribuer à promouvoir et protéger les droits de la personne dans la région de l'Asie-Pacifique ?

Comment les Canadiens peuvent-ils aider les peuples autochtones de l'Asie-Pacifique à se faire entendre et prendre la place qui leur revient ?

Comment les Canadiens peuvent-ils aider les sociétés de l'Asie-Pacifique à passer d'une croissance désastreuse sur le plan écologique à une croissance axée sur le développement durable ?

Il existe partout au pays une puissante vision qui croit que le Canada et les Canadiens peuvent jouer un rôle clé en Asie en matière de questions environnementales, droits de la personne et coopération régionale – même si les occasions de le faire sont parfois limitées par les circonstances asiatiques et les ressources canadiennes. «L'Asie-Pacifique exige de nouveaux efforts de compréhension de la part des Canadiens et de notre gouvernement. Dans les années à venir, les événements de l'Asie-Pacifique détermineront considérablement notre prospérité en tant que pays, notre sécurité dans le monde et la perspective de partager des valeurs démocratiques dans une collectivité du Pacifique émergente».

Chacune des réunions du Forum national a généré des recommandations spécifiques. Lors de la rencontre à Victoria, les participants ont recommandé que le Canada fasse plus d'efforts pour promouvoir la liberté d'expression des journalistes, éditeurs et autres proches de la presse en Asie. Ils ont aussi recommandé de stimuler les entreprises qui encouragent des rapports annuels sur «les pratiques commerciales et environnementales» en Asie. Parmi les participants du Forum de Victoria, on comptait Jim Cooney de Placer Dome, Yuen Pau Woo de la Fondation Asie-Pacifique, Phil Fontaine, actuellement le Grand chef de l'Assemblée des Premières Nations, et Sandra Schatzky du Centre Asie-Pacifique de l'Université de Victoria.

Le Forum de Waterloo a suggéré la tenue d'une session parlementaire régionale en 1998 comme suivi du sommet de l'APEC, afin de discuter de développement durable et de droits de la personne. Le Forum d'Halifax, quant à lui a noté le rôle des océans dans les relations entre le Canada et l'Asie-Pacifique ainsi que «le lien naturel entre les peuples des communautés côtières au Canada et en Asie du sud-est, y compris les peuples autochtones». Finalement, le Forum de Québec a recommandé notamment que les compagnies canadiennes obtiennent la certification ISO 14000 afin de favoriser le développement durable des sociétés asiatiques.

Les résultats du Forum national ont raison de capter notre attention pour plusieurs raisons: le rapport propose des options politiques spécifiques qui peuvent s'appliquer aux membres du gouvernement, personnes d'affaires, ONG, universitaires et autres personnes ou organismes engagés dans les relations du Canada avec les sociétés de l'Asie-Pacifique.

De plus, le rapport presse le gouvernement d'ouvrir l'accès des réunions de l'APEC aux médias, d'obliger les entreprises qui participent aux voyages d'Équipe-Canada en Asie de suivre les codes de conduite de façon volontaire et enfin, de promouvoir les droits de la personne en Asie à l'aide d'une stratégie créative et flexible. Le rapport



mentionne aussi d'autres idées de politique pour l'Asie-Pacifique telles le développement durable, les droits de la personne, les peuples autochtones ainsi que la liberté de presse et d'expression et recommande ceci :

- plus grand engagement de la part des peuples autochtones dans les affaires touchant à l'Asie-Pacifique (prenant le Conseil de l'Arctique comme modèle) ;
- leadership canadien dans la création de réseaux de contacts et associations informelles afin de promouvoir un environnement plus sain, des droits de la personne, le contrôle des armes et la liberté de presse et d'expression ;
- meilleurs rapports entre la société civile canadienne (professionnels, jeunes, peuples autochtones, ONG, universitaires) et leurs compatriotes asiatiques ;
- mentions honorifiques aux exporteurs de techniques industrielles propres en Asie ;
- aide aux journalistes locaux et médias communautaires en plus de promouvoir la diffusion de RCI en Asie ;
- plus grand rôle pour la marine, la garde côtière et les services d'urgence canadiens en Asie-Pacifique afin de promouvoir la coopération régionale et la confiance ;

Le rapport reflète une série de valeurs pan-canadiennes fortes et puissantes. Au moment où certains prétendent que «le Canada n'est pas un pays», qu'il est divisé par de nombreuses fractures, le rapport démontre des visons canadiennes communes du monde basées sur la tolérance, la sensibilité culturelle, l'appui aux pratiques commerciales qui respectent les différences culturelles, l'engagement du respect des droits de la personne et de la protection de l'environnement et un grand intérêt envers la participation du public l'élaboration de la politique étrangère. Le rapport de Québec a réitéré les recommandations du Forum de Victoria en matière de droits de la personne et des médias.

Le Forum national représente une nouvelle sorte de dialogue entre membres du gouvernement et la population civile. Commandité et organisé par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPÉ) ainsi que reçu par des hôtes locaux, le Forum est un type de discussion sur le développement de la politique qui peut servir autant aux décideurs gouvernementaux qu'aux citoyens concernés par le sujet. Pour les officiels du gouvernement, ces discussions encouragent et génèrent d'autres idées et recommandations provenant de la société civile. Pour le public, ces discussions encouragent des courants de pensée en matière de questions politiques et des dilemmes, ainsi que poussent la population à penser avec, plutôt qu'à part du gouvernement. Le but est justement de pouvoir surmonter les frustrations occasionnées par les «consultations» traditionnelles du gouvernement et donner un rôle significatif aux citoyens en leur allouant la possibilité de participer au processus de développement des idées et options politiques du gouvernement canadien.

Le rapport du Forum national adhère à cette nouvelle approche en remarquant que «le Forum n'est pas un événement banal, mais plutôt une partie importante du processus de la politique étrangère canadienne qui promouvoit les idées, suggestions et recommandations de la population canadienne pour développer un réseau de politique étrangère multi-sectoriel au Canada».

Le 6 novembre 1997, le rapport a été déposé à la Chambre des communes et au Sénat d'où le Ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, a confirmé son engagement envers la population civile afin qu'elle lui donne ses suggestions sur le développement de la politique étrangère canadienne. Le rapport, de même que les tables-rondes préparatoires, sont disponibles sur le site Internet du CCDPÉ ainsi que pour quiconque intéressé à des sujets tels les relations Asie-Pacifique, l'APEC, le sommet populaire de l'APEC et le rôle évoluant des Canadiens dans le développement de la politique étrangère. Les rapports des ateliers qui se sont tenus à Victoria, Waterloo, Québec et Halifax sont aussi disponibles.

Steve Lee
Directeur National



« Les Canadiens et d'autres s'engagent de plus en plus dans des domaines autrefois réservés aux gouvernements. Nous le constatons partout, depuis les sommets parallèles organisés par les ONG en marge des grandes rencontres multilatérales ces dernières années, jusqu'à la campagne pour l'interdiction des mines terrestres. Nous sommes heureux qu'il en soit ainsi, et nous cherchons à stimuler l'intérêt et la contribution des Canadiens en ce qui concerne la formulation et l'application de la politique étrangère. La création du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère et l'organisation du Forum national sur les relations internationales du Canada sont des exemples de la diplomatie ouverte à l'oeuvre. »

Lloyd Axworthy, Ministre des Affaires étrangères, devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international de la Chambre des communes, novembre 1997

Note : Toutes les citations (non-attribuées) dans ce rapport proviennent du document «Asie-Pacifique : questions et choix» préparé pour le Forum national de 1997 et écrit par le journaliste en Affaires internationales, John Hay.



TABLE DES MATIÈRES



AVANT-PROPOS	page
<i>Steven Lee, Directeur national</i>	
RÉUNIONS DU FORUM NATIONAL ET TABLES-RONDES PRÉPARATOIRES	2
LETTRE DU MINISTRE	3
OPTIONS	
<i>Préambule</i>	5
<i>Peuples autochtones</i>	7
<i>Codes de conduite</i>	9
<i>Droits de la personne</i>	11
<i>Libertés de presse et d'expression</i>	13
<i>Développement durable</i>	15
<i>Divers</i>	17
<i>Sécurité et stabilité</i>	
<i>Réfugiés</i>	
<i>Commerce et développement des ressources humaines et des capacités</i>	
GLOSSAIRE	20
LISTE DES PARTICIPANTS	21
<i>Réunions du Forum national</i>	
<i>Tables-rondes préparatoires</i>	



RÉUNIONS DU FORUM NATIONAL

Avril

Dunsmuir Lodge, Université de Victoria
Dawn McLean

Juin

Project Ploughshares, Collège Conrad Grebel
Ken Epps

Juillet

Centre for Foreign Policy studies, Université Dalhousie
Katie Orr

Août

Institut Québécois des hautes études internationales, Université Laval
Yannick Lamonde

Octobre

Centre canadien pour le développement de la politique étrangère
Atelier sur le développement de la politique

TABLES-ROUNDES PRÉPARATOIRES

Les droits ancestraux des autochtones et l'APEC

Native Law Centre, Saskatoon

Sakej Henderson

Les femmes et le développement économique en Asie

Université du Nouveau-Brunswick, Saint John

Bob Chanteloup

Les peuples autochtones et l'Asie-Pacifique

South-Pacific Peoples Foundation, Victoria

Stuart Wulff et Penny Kerrigan

Les droits de la personne et le commerce international

Université de Calgary, Calgary

Kathleen Mahoney

Libres marchés, libertés de presse et d'expression

IMPACS, Vancouver

Shauna Sylvester

Le commerce canadien et les droits de la personne

La chambre canadienne de commerce, Toronto

Dave Hecnar

Le développement durable en Asie

Institut international sur le développement durable, Winnipeg

Nola-Kate Seymoar

Ministre des Affaires étrangères



Minister of Foreign Affairs

Ottawa, Canada K1A 0G2

L'avril 1998

Chers amis,

Le rapport du Forum national de 1997 a été déposé au Parlement le 6 novembre. Comme vous le savez, le Forum national sur les relations internationales du Canada procède chaque année à une vaste consultation portant sur les priorités et les objectifs du Canada en matière de politique étrangère. Cette année, le processus concernait l'Asie-Pacifique. Après avoir lu le rapport, je peux vous confirmer qu'un certain nombre d'excellentes initiatives y sont proposées.

Le rapport examine assez en détail comment les Canadiens peuvent contribuer au respect des droits de la personne, à la liberté des médias et à la promotion du développement durable en Asie-Pacifique. Il a été mis à ma disposition avant les réunions de l'APEC et du Sommet populaire et m'a aidé à faire avancer les discussions que j'ai eues à ces sujets avec des Canadiens et avec mes homologues des pays de l'Asie-Pacifique.

Autre élément important du rapport, et c'est le message que je m'efforce de transmettre depuis que je suis devenu ministre des Affaires étrangères : le Canada doit se servir de tous les outils dont il dispose. Il ne faut pas se limiter à un ou deux et se dire « c'est suffisant », mais plutôt prendre en considération toute la gamme des relations et des échanges dans les secteurs public et privé, et travailler sur une multitude de fronts pour que le Canada soit vraiment perçu comme un intervenant majeur.

J'ai aussi parlé de l'engagement de la population à toutes les occasions possibles. Cela signifie qu'il faut trouver les meilleures façons d'utiliser et de faire jouer l'incroyable pouvoir des membres du public, au pays et à l'étranger, et commencer à jumeler les possibilités qui se présentent.

Je désire remercier les organisateurs des ateliers et du Forum et vous, mes concitoyens, d'avoir fourni tant d'efforts et d'avoir exprimé vos vues sur des questions qui revêtent un intérêt capital pour nous au Canada et pour nos partenaires de l'Asie-Pacifique.

A handwritten signature in black ink, reading 'Lloyd Axworthy'.

Lloyd Axworthy
Ministre

OPTIONS



«La politique étrangère canadienne devrait définir les intérêts du Canada en matière de sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique comme «un environnement stable et sans danger, respectant la primauté du droit et caractérisé par le développement durable».

Ce développement durable devrait consister notamment à encourager la «prospérité responsable», qui accorde une attention à des questions aussi diverses que l'équité salariale, ainsi que l'adoption et l'application de lois relatives au travail des enfants.»

Le Rapport d'Halifax



Les participants des quatre ateliers se sont entendus sur les options ci-dessous dans le contexte des cinq thèmes choisis pour le Forum national de 1997 : les peuples autochtones, les codes de conduite, les droits de la personne, la liberté de presse et d'expression, le développement durable. Ils ont suggéré une politique étrangère pro-active, flexible et inclusive comme l'approche la plus efficace que devrait prendre le Canada. Lors des discussions, ils ont endossé les trois piliers de la politique étrangère canadienne (sécurité, prospérité économique et culture) en tant que reflet de l'avis de la population canadienne.

Préambule

Les peuples autochtones du Canada et de l'Asie doivent participer aux discussions de stratégie pour faire entendre leurs voix (le Conseil circumpolaire de l'Arctique offre un modèle de forum international qui pourrait peut-être servir dans le contexte de l'Asie-Pacifique).

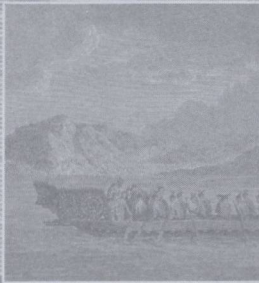
Le Canada devrait continuer d'utiliser un vaste éventail d'outils diplomatiques, y compris ceux du commerce international, de l'investissement, du développement et de la culture. Il contribuerait de cette façon à promouvoir l'adoption de régimes appropriés en matière de droit, de commerce international, de travail, de droits de la personne, ainsi que de développement et d'environnement durables. Le développement de la politique devrait être critiqué et fondé sur la politique actuelle et sur ses pratiques.

Le Canada devrait prendre l'initiative de promouvoir, dans les instances étrangères, l'adoption de régimes appropriés en matière de droit, de commerce international, de travail, de droits de la personne ainsi que de développement et d'environnement durables.

Les liens et les échanges au sein de la société civile devraient être créés par des partenariats officiels et informels, au pays comme à l'étranger.

Pour accroître son influence, le Canada a besoin de renforcer sa représentation sur le terrain dans les régions asiatiques (au niveau gouvernemental, non gouvernemental et commercial).

Le 50^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU offre une excellente occasion de promouvoir les droits de la personne dans la région.



«Le discours naissant sur la société civile en Asie-Pacifique englobe rarement les questions pertinentes aux autochtones, par exemple les questions d'autonomie politique et économique, l'autodétermination, l'autonomie gouvernementale. Les débats sur la société civile portent généralement sur la réduction des pouvoirs gouvernementaux. Mais pour de nombreux autochtones, acquérir le pouvoir de gouverner ou du moins accéder au gouvernement, est ce qui importe le plus.»



Peuples autochtones

Les participants de l'atelier ont discuté de la façon dont les Canadiens pourraient aider les peuples autochtones à se faire entendre et à jouer un rôle déterminant au Canada et dans les régions de l'Asie-Pacifique. Ils ont cherché à savoir si l'idée d'intégration des peuples autochtones était un objectif de politique étrangère approprié et crédible.

Les participants ont conclu que les peuples autochtones peuvent et doivent parler en leur propre nom et c'est pour cette raison qu'il faut leur donner «voix au chapitre». Ceci s'applique autant aux peuples autochtones du Canada que ceux des régions de l'Asie-Pacifique, bien qu'il faille reconnaître que la situation dans cette dernière région est compliquée par des considérations diverses face aux minorités, tribus et autres communautés. Le groupe a toutefois reconnu que les peuples autochtones conservent de bonnes relations quant aux activités Nord-Sud et entre le Canada et l'Asie-Pacifique.

Les participants ont noté que les peuples autochtones sont affectés négativement par le développement économique non durable, comme l'extraction des ressources. Par contre, certains se lancent en affaires et utilisent des modèles de développement durable qui sont très avantageux pour la population et donc qu'on ne devrait pas négliger. Dans le domaine de la santé, on assiste à une certaine reconnaissance des sciences et des connaissances des peuples autochtones et asiatiques.

Le système des droits «individuels» de l'ONU, issu de l'Occident, représente un défi pour les peuples autochtones et asiatiques. Les participants sont d'accord pour dire que les relations entre le Canada et ses peuples autochtones pourraient servir d'exemple pour engendrer des discussions sur les droits de la personne vis-à-vis des nations de l'Asie-Pacifique.

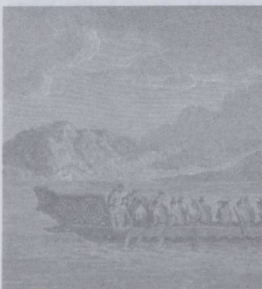
Enfin, les participants ont noté que même si le Canada jouit d'une diversité idéologique, géographique et ethnique, il n'en reste pas moins qu'il faut reconnaître que la plupart des violations des droits de la personne se font envers les peuples autochtones, ici et dans les régions de l'Asie-Pacifique.

Options

1. *Au sein de l'APEC, le Canada devrait :*
 - (a) *promouvoir et élargir la participation de la société civile aux réunions de l'APEC, en particulier envers une participation accrue des peuples autochtones ;*
 - (b) *promouvoir un forum sur les questions relatives aux peuples autochtones.*
2. *Le Canada devrait promouvoir la recherche «participative» sur les peuples autochtones, ceci dit, effectuer des recherches avec la participation de ceux-ci. Le Canada doit aussi poursuivre un apprentissage commun en matière de santé, en particulier au moyen de mesures de coopération.*
3. *Le Canada devrait appuyer la diversification des échanges entre les peuples autochtones et non autochtones du Canada et de l'Asie-Pacifique :*
 - (a) *Poursuivre un dialogue et une participation élargis, au niveau sectoriel et communautaire, en appuyant les ONG dans leurs travaux avec leurs interlocuteurs locaux ou autres ;*
 - (b) *Appuyer des liens technologiques qui encouragent le dialogue entre les peuples autochtones qui ont des intérêts communs.*



4. Le Canada devrait jouer un rôle principal dans la mise en œuvre d'initiatives qui appuient et soutiennent les peuples autochtones, tant au niveau communautaire qu'au plan international (par exemple, : le Forum de l'ONU pour les peuples autochtones). Le Canada devrait promouvoir la Convention sur la biodiversité, établie à la conférence de Madrid 1998, en prêtant attention à l'article 8(j) qui encadre l'étude des questions relatives aux peuples autochtones.
5. Le Canada devrait bâtir une capacité d'élaboration de la politique en créant et en soutenant une masse critique de peuples autochtones et d'experts pour fournir les compétences, les connaissances et les options nécessaires à l'élaboration du développement des politiques.
6. Le Canada devrait inclure les éléments suivants dans un «code de conduite» à l'égard des peuples autochtones :
 - (a) la promotion et une connaissance accrue des peuples autochtones, notamment des ressources éducatives qui transmettent des points de vue, des usages et des modes de vie culturels ;
 - (b) l'équité et la justice dans un contexte culturel, pour permettre la diversité et préserver la culture des peuples autochtones dans le cadre de la «mondialisation» ;
 - (c) la «voix au chapitre» offerte aux peuples autochtones pour qu'ils puissent s'adresser en leur propre nom aux gens d'affaires.
7. Le Canada devrait développer une politique ou une série d'initiatives qui s'adressent en particulier aux jeunes autochtones.



«En ce qui a trait aux codes de conduite élaborés par des entreprises, il se peut que leurs directeurs soient bien placés pour constater la nécessité d'établir des règles, par exemple pour corriger la mauvaise situation des travailleurs ou lutter contre la dégradation de l'environnement, ainsi que pour prendre des mesures efficaces. Mais même là, il faut se demander s'il est toujours suffisant de laisser ces décisions à des gens qui pourraient être bien intentionnés, mais qui ne sont pas élus.



Codes de conduite

Les participants de l'atelier sur les codes de conduite se sont demandé si les efforts que devrait fournir le Canada pour établir ceux-ci devraient s'effectuer au niveau national ou international.

Ils ont aussi discuté à savoir si les codes de conduite devaient être appliqués sur une base volontaire ou obligatoire, à qui devraient-ils s'adresser et comment, et finalement, qui devraient prendre les décisions.

Les participants ont consenti à établir un ensemble de valeurs fondamentales au plan national. Le Canada pourra ensuite promouvoir l'adoption de ces valeurs à l'échelle internationale, possiblement par un organisme semblable à l'Organisation internationale du travail ou par des corps politiques déjà existants. Comme les valeurs touchent à tous les aspects de la vie, les discussions sur les codes de conduite devraient faire appel à tous les secteurs de la société civile. Il est fort improbable que des codes volontaires seront assez spécifiques pour être efficaces.

Quelles responsabilités reste-il aux Canadiens et au gouvernement censé d'agir en leur nom?»

Options

1. Le Canada devrait examiner à nouveau le rôle des entreprises quant à la promotion des droits de la personne. Il faudrait mettre en place des mécanismes pour encourager les entreprises à collaborer avec les ONG et les communautés pour développer un code de conduite canadien.
2. Le Canada devrait s'assurer que les codes de conduite appropriés, fondés sur des principes convenus de pratiques exemplaires, s'appliquent aux activités commerciales et industrielles outre-mer d'entreprises canadiennes qui reçoivent du financement du gouvernement canadien. Les programmes gouvernementaux d'échanges et de commerce devraient être liés aux meilleures pratiques possibles tels les conditions de travail, la sécurité des produits, la santé et la sécurité, l'environnement, la main-d'œuvre infantile, les préjugés sexistes et l'abolition de la corruption.
3. Le Canada devrait faciliter une approche concertée afin de mieux faire connaître les codes de conduite et de pratiques du gouvernement canadien aux activités commerciales et industrielles des entreprises canadiennes outre-mer, en utilisant divers outils éducatifs (par exemple des écoles de commerce, des médias, etc.).
4. Le Canada devrait promouvoir l'adoption des codes de conduite par l'ALENA, l'OCDE et l'APEC. Un processus multilatéral international aiderait à assurer le succès de l'initiative.
5. Le Canada devrait utiliser des motivations plutôt que des peines ou amendes pour encourager l'adoption de meilleures pratiques; par exemple, allouer une certification ISO aux compagnies qui enregistrent leurs codes de conduite auprès du Ministère.



6. Le Canada devrait organiser des forums d'affaires pour encourager les entreprises canadiennes à adopter les codes ou usages positifs qui existent actuellement en matière de droits de la personne.
7. Le Canada devrait encourager les entreprises à se servir des conseils d'affaires bilatéraux comme une façon de mettre en commun les connaissances, l'expérience et les valeurs.
8. Le Canada devrait s'assurer que les entreprises soient intégrées dans tout le processus.
9. Le Canada devrait être à la tête des questions qui touchent à la corruption, en adoptant les initiatives suivantes :
 - (a) chercher à augmenter le salaire des civils (policiers, administrateurs) comme moyen pour combattre la corruption ;
 - (b) diriger les efforts au sein de forums appropriés (par exemple, l'OCDE) afin d'encourager les pays qui font du commerce avec les pays en voie de développement. Éventuellement, ces pays devraient parvenir à un accord multilatéral contre la corruption et être mis en œuvre d'ici deux ans (par exemple, fondé sur le « Foreign Corruption Act » des États-Unis) ;
 - (c) encourager l'adoption de pratiques contre la corruption dans les politiques et les accords commerciaux bilatéraux ;
 - (d) promouvoir et supporter les organisations multilatérales que nécessitent une plus grande transparence financière, telles la criminalisation de la corruption et l'élimination des déductions fiscales sur les pots-de-vin ;
 - (e) appuyer les efforts faits pour réformer les systèmes et les pratiques juridiques en Asie-Pacifique. Ces réformes refléteraient à terme des pratiques contre la corruption et les pratiques commerciales éthiques.



« Certains Canadiens s'intéressent également à la dimension sécurité : les violations des droits de la personne, en particulier contre les minorités ethniques et économiques, portent atteinte à la « sécurité humaine » des victimes et compromettent la paix et la sécurité dans le monde. Même si les mesures du Canada s'avèrent inefficaces, elles permettent au moins aux Canadiens d'avoir bonne conscience, d'être rassurés et d'être unis par le sentiment qu'ils ont essayé de faire du bien. »



Droits de la personne

Les participants de l'atelier sur les droits de la personne ont discuté pour savoir si les droits de la personne dans la région de l'Asie-Pacifique doivent être un but pour le Canada. Ils ont aussi cherché à trouver la meilleure stratégie et le rôle que joueraient les entreprises, le gouvernement et les ONG dans la promotion des droits de la personne. Le groupe a suggéré que les points sur les droits de la personne soient intégrés dans tous les arguments, qu'ils soient reliés à la coopération économique, les échanges ou les investissements.

Les participants étaient d'accord pour dire que le Canada devrait élaborer une stratégie pour promouvoir les droits de la personne, qui elle, tient compte des différences culturelles et intègre l'utilisation des pistes I, II et III. Ils ont suggéré que même si les politiques et les valeurs canadiennes sont souvent bonnes, leur stratégie de mise en œuvre est souvent inefficace (par exemple, le cas des femmes et du développement). De plus, les cultures ne sont pas statiques donc il faut en tenir compte au plan stratégique. Des initiatives spécifiques à des enjeux ou à des secteurs peuvent sembler comme des restrictions étroites, mais en fait, elles touchent à une partie plus large de la société civile. C'est le cas notamment de la formation de juges en Asie-Pacifique qui cible directement les problèmes de corruption dans le système juridique tout en dégageant des avenues de réformes dans d'autres secteurs de la société. Également, bien qu'il soit important de travailler de concert avec des pays de mêmes opinions, il serait bien de garder en tête que la convergence des opinions est plus que jamais fluide et centrée sur des enjeux spécifiques.

Options

1. Le Canada devrait diriger son attention sur les stratégies, priorités et applications des politiques sur les droits de la personne plutôt que sur leurs définitions.
2. Le Canada devrait adopter des stratégies locales qui soient spécifiques aux questions, secteurs et pays concernés.
3. Le Canada devrait adopter des stratégies qui ciblent sur de multiples facettes les sphères civiles, politiques, économiques et sociales qui incorporent des approches directes et indirectes (pistes I, II et III).
4. Le Canada devrait maintenir et renforcer l'engagement à l'égard du système de l'ONU sur la protection universelle des droits de la personne et profiter du 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU pour encourager l'affirmation de ces principes dans la région de l'Asie-Pacifique. Le Canada devrait continuer d'utiliser au maximum d'autres instruments multilatéraux de l'ONU et de l'OIT.
5. Le Canada devrait avoir recours à une gamme d'options, sur une base ponctuelle, pour influencer le respect des droits de la personne et du travail, notamment l'aide, les incitatifs liés au commerce et à l'investissement ainsi que les sanctions. Par exemple, à la lumière des positions adoptées par l'ONU (tels avec la Birmanie et le Timor oriental), le Canada se doit de manifester une volonté accrue d'agir.



6. Le Canada devrait, par l'intermédiaire des institutions multilatérales, appuyer les efforts déployés pour obtenir la transparence dans les ententes financières et les budgets de manière à réduire la corruption et les dépenses militaires cachées qui soutiennent souvent les violations des droits de la personne.
7. Le Canada devrait, par l'entremise de l'APEC, prendre l'initiative d'organiser une rencontre de parlementaires de l'Asie-Pacifique, au début de 1998, pour discuter des questions des droits de la personne et du développement durable (suite à la rencontre de Vancouver, en janvier 1997, qui a été couronnée de succès).
8. Le Canada devrait faciliter une discussion publique éclairée sur le projet d'accord multilatéral relatif à l'investissement et sur ses répercussions sur les droits des travailleurs et les droits de la personne.
9. Le Canada devrait s'assurer que les membres d'Équipe-Canada sont sensibilisés à la question de l'abus des droits de la personne reliée à la région avec laquelle ils ont l'intention de faire du commerce. Le Canada devrait encourager les membres de donner une voix égale à chacune des organisations qui s'occupe des droits de la personne.
10. Le Canada devrait faciliter le recours à des organisations sans caractère officiel pour faire la promotion des droits de la personne au plan international. La participation de la société civile au niveau communautaire est importante et pourrait atteindre grâce à des échanges culturels, des programmes éducatifs et la promotion d'organisations régionales et nationales sur les droits de la personne. Le Canada devrait aussi renforcer les liens entre les organisations et les groupes canadiens et ceux des pays de l'Asie-Pacifique qui se consacrent à la protection des droits des travailleurs et des droits de la personne.
11. Le Canada devrait s'assurer que des membres d'organismes représentant des minorités et des groupes autochtones soient présents lors de questions touchant les droits de la personne.
12. Le Canada devrait encourager les Services à devenir moins « eurocentriques », plus flexibles et plus collaborateurs.
13. Le Canada devrait faciliter l'échange d'informations et des discussions coopératives sur des questions relatives aux droits de la personne au plan international.
14. Le Canada devrait accroître l'aide publique au développement pour établir les buts des nations, y compris les fonds affectés aux ONG – c'est-à-dire l'appui à la société civile au Canada et en Asie-Pacifique – tout en reconnaissant que le soulagement de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie faciliteront le respect des droits de la personne.
15. Le Canada devrait prêter attention aux groupes qui se sentent coupables d'abus des droits de la personne, par exemple, les militaires et les services policiers.
16. Le Canada devrait s'assurer que les questions touchant à l'abus de la main-d'œuvre infantile et à l'exploitation des enfants seront couvertes sous le parapluie des droits de la personne, et devrait aussi reconnaître que ces questions complexes nécessitent des initiatives de développement. Le Canada devrait considérer renforcer les standards du salaire équitable de l'OIT.



Liberté de presse et d'expression

Les participants de l'atelier sur la liberté de presse et d'expression ont cherché à savoir si le Canada devrait promouvoir cette liberté, et la façon dont il devrait s'y prendre. Ils ont aussi parlé de la façon dont le Canada pourrait aider à développer les capacités de communications et des médias dans la région de l'Asie-Pacifique. Finalement, ils se sont demandé s'il y avait une place pour des institutions comme RCI, ou pour des initiatives du secteur privé ou des ONG telles que des programmes d'éducation et de formation ou des échanges et qui devrait prendre l'initiative.

«Les Canadiens reconnaissent aisément que la liberté de presse et d'expression est essentielle dans une démocratie.»

Les Canadiens sont aussi sensibles aux susceptibilités culturelles et ils partagent le désir de créer et de gérer leurs moyens de communication à l'abri de toute ingérence de puissants étrangers.

Avons-nous le droit de cesser d'aider un pays ou de commercer avec celui-ci parce qu'il ne satisfait pas les normes du Canada concernant la liberté de presse?»

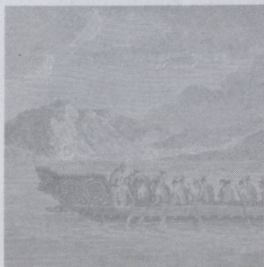
Le but est de susciter le respect pour la liberté de presse et non de l'imposer.

Options

1. Le Canada devrait chercher à promouvoir les valeurs universelles, telles la liberté d'expression, en dépit de la dichotomie entre l'Est et l'Ouest.
2. Le Canada devrait prendre l'initiative d'encourager des journalistes étrangers à venir au Canada et à travailler avec des journalistes canadiens en offrant des bourses financées par des médias tels Conrad Black, RCI et Radio-Canada.
3. Le Canada devrait continuer d'utiliser une approche diplomatique discrète pour promouvoir la liberté de presse et d'expression, mais dans des certains cas où, par exemple, des journalistes sont persécutés, le Canada devrait manifester plus vigoureusement et plus ouvertement sa réprobation tant par les voies diplomatiques que par l'intermédiaire des ONG. Il devrait mettre à contribution son aptitude reconnue à former des coalitions pour collaborer avec des pays de mêmes opinions afin de faire pression sur les pays qui entravent sérieusement la libre circulation des communications et de l'information.
4. Le Canada devrait fournir à la Société RCI les ressources appropriées pour qu'elle puisse jouer un rôle crédible comme véhicule de communication internationale chargé de faire connaître davantage le Canada à l'étranger par la diffusion d'une programmation canadienne et de nouvelles internationales de qualité.
5. Le Canada devrait encourager l'usage d'Internet et d'autres technologies de l'information en vue de promouvoir la liberté de presse et d'expression.



6. Le Canada devrait concentrer le savoir-faire et les efforts canadiens sur des projets de moindre envergure où les politiques auraient le plus de répercussions. Il devrait aussi contribuer au développement d'infrastructures médiatiques au niveau des collectivités, à savoir :
 - (a) Favoriser l'établissement de liens entre les journalistes et les organisations professionnelles de journalisme à l'échelle locale, nationale et internationale ;
 - (b) Fournir aux collectivités le matériel et la formation adéquate pour leur donner le sentiment qu'elles se prennent en charge (le projet de radio communautaire Tambuli aux Philippines et son émission "Village on the Air" constitue un bon exemple) ;
 - (c) Chercher à élargir la portée et à tirer parti de situations qui se sont avérées profitables tant pour la collectivité visée que pour les donateurs (par exemple, une caméra vidéo financée par Canada et utilisée par un service de santé publique de la ville de Rafah, dans la bande de Gaza).
7. Le Canada devrait promouvoir une meilleure interaction multisectorielle entre les journalistes de l'Asie-Pacifique et les intervenants canadiens des milieux juridiques, universitaires et gouvernementaux, des organisations multilatérales et des collectivités locales.
8. Le Canada devrait soutenir des programmes de formation en journalisme qui encouragent les bonnes pratiques journalistiques et des ateliers destinés aux gouvernements et aux juristes concernant les lois sur la diffamation, l'outrage au tribunal et la liberté de la presse.
9. Le Canada devrait adopter une approche tactique qui privilégierait une approche plus spécifique et ponctuelle. Cette méthode ménagerait les sensibilités culturelles et exploiterait l'ambiguïté permise par divers gouvernements dans la région de l'Asie-Pacifique.
10. Le Canada devrait encourager les ambassades canadiennes à donner plus d'importance à la question des journalistes à risque et à agir plus rapidement à la suite des alertes données par l'International Freedom of Expression Exchange.
11. Le Canada devrait encourager les écoles de journalisme canadiennes à exploiter explicitement des réseaux en Asie-Pacifique par des méthodes tels les échanges et la formation de journalistes d'enquête asiatiques au Canada.
12. Le Canada devrait appuyer la création de cadres institutionnels régionaux, particulièrement l'APEC, pour améliorer plus systématiquement l'accès aux médias par le recours à des séances quotidiennes d'information ainsi que le développement de centres des médias.
13. Le Canada devrait augmenter le nombre de diplomates (du MAÉCI) et encourager la présence de personnel non officiels (médias) en Asie-Pacifique.



Corriger les erreurs du passé et appliquer de véritables méthodes de développement durable signifie souvent creuser l'écart entre les coûts et les retombées.



Développement durable

Les participants de l'atelier sur le développement durable se sont concentrés sur les méthodes que devraient utiliser les Canadiens pour promouvoir le développement durable dans la région de l'Asie-Pacifique. Ils ont discuté de la contribution du Canada et si un minimum de développements économique et industriel est un prérequis pour faire avancer le développement durable. Enfin, ils ont parlé de la façon dont le Canada pourrait efficacement contribuer, avec des pays de même opinion, à promouvoir les valeurs du développement durable.

Au plan international, les participants sont d'accord pour dire que les Canadiens devraient promouvoir le développement et l'utilisation de technologies propres, fournir du soutien aux régions en diffusant leurs compétences en matière de planification environnementale, encourager la certification ISO 14000 et favoriser la création de liens entre le Canada et l'Asie-Pacifique dans le domaine de l'éducation. Le groupe a proposé que les Canadiens devraient appuyer le développement durable en établissant des liens avec des pays de même opinion par le truchement d'initiatives de recherche et de développement de natures coopératives et non concurrentielles.

Lorsque les participants discutaient du rôle des entreprises dans la promotion du développement durable dans la région de l'Asie-Pacifique, ils ont suggéré que les entreprises canadiennes peuvent jouer un rôle dans sa promotion en faisant une démonstration de pratiques exemplaires et en effectuant des transferts de technologies, ceci serait un signe de reconnaissance que le processus d'apprentissage n'est pas à sens unique. Les compagnies

canadiennes reconnaissent la rentabilité de saines pratiques environnementales, une leçon qu'elles peuvent partager avec leurs homologues asiatiques. Il est important de faire la promotion de réussites environnementales dans le contexte de l'Asie-Pacifique. Le Canada peut jouer un rôle positif par le biais de l'aide étrangère et de l'éducation. En matière de développement durable, les politiques et les objectifs doivent s'inscrire dans une perspective à long terme.

Options

1. *Le Canada devrait élaborer une politique relative au développement durable fondée sur les principes suivants :*
 - (a) *Rendre des comptes en fonction d'évaluations, d'indicateurs (par exemple, la sécurité alimentaire) et de mesures qualitatives et quantitatives, en plus de faire participer les Canadiens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques;*
 - (b) *Recourir à des politiques différentes et évolutives qui prennent en compte la diversité des sociétés dans le monde (par exemple, la diversité socio-culturelle) ;*
 - (c) *Procéder à un examen critique des pratiques et politiques canadiennes tout en s'engageant à favoriser une consommation responsable sur le plan écologique et social (avec un souci d'équité) ;*
 - (d) *Inclure des politiques de responsabilisation pour prendre en compte le savoir local, les sciences et la technologie et les capacités de mise en œuvre ;*



- (e) Reconnaître les aspects suivants du développement durable : sécurité commune et bien-être écologique, social et économique.
2. Le Canada devrait passer en revue toutes les politiques canadiennes et les accords internationaux pour voir comment ils contribuent à la sécurité et au développement durable de l'être humain et de l'environnement.
 3. Le Canada devrait revoir tous les accords internationaux liés au développement durable ou qui ont des répercussions sur celui-ci afin de garantir que le Canada rend des comptes à l'égard de ses obligations.
 4. Le Canada devrait identifier et définir les valeurs canadiennes qui traduisent la nécessité d'un développement durable mondial et notre engagement à cet égard.
 5. Le Canada devrait affirmer qu'il reconnaît et assume sa responsabilité de tenir les sociétés transnationales responsables des répercussions de leurs activités sur le développement durable (par exemple, via l'ONU).
 6. Le Canada devrait développer des liens et des réseaux d'influence internationaux.
 7. Le Canada devrait continuer de coordonner les consultations et la collaboration non officielles, c'est-à-dire le processus de la piste II (FRA, CSCAP, centres d'études de l'APEC, PECC).
 8. Le Canada devrait accroître la représentation d'autochtones et de Canadiens d'origines asiatiques au MAÉCI et dans les organisations internationales impliquées en Asie-Pacifique.
 9. Le Canada devrait promouvoir des mécanismes consultatifs et une résolution de problèmes collaborative par l'entremise du processus officiel (par exemple, l'APEC).
 10. Le Canada devrait veiller à ce que les questions de développement durable restent à l'ordre du jour des autres réunions du Forum national.
 11. Le Canada devrait intégrer les apports du monde des affaires et des ONG aux travaux des forums appropriés de l'APEC.
 12. Le Canada devrait s'assurer que les mandats des études de faisabilité de projets d'infrastructure financées par des fonds publics comportent des composantes liées au développement durable.
 13. Le Canada devrait préparer un énoncé des valeurs relatives au développement durable que véhicule la politique étrangère canadienne (N.B : un énoncé de l'ACDI sur le sujet est disponible).
 14. Le Canada devrait élaborer et appuyer des stratégies qui aident à mettre en place des structures de valeurs concernant des enjeux de développement durable qui elles, rejoignent les préoccupations du Canada. Par exemple :
 - (a) des prix décernés par l'industrie à des exportateurs de technologies propres ;
 - (b) une revue annuelle des activités de développement durable dans les secteurs public et privé ;
 - (c) des partenariats entre les secteurs privé et public et avec les ONG afin d'appuyer le développement durable.
 15. Le Canada devrait s'assurer que toute activité économique sera sous-tendue par les principes et la pratique du développement durable – autant au Canada qu'outre-mer.
 16. Le Canada devrait développer des motivations pour encourager des rapports annuels sur les pratiques environnementales et commerciales.

Divers

Les organisateurs et les participants de certains ateliers du Forum ont examiné d'autres questions relatives aux intérêts de leurs régions. Afin d'assurer une uniformité et une lisibilité, ces questions ont été regroupées en trois différents points : *Sécurité et stabilité*, *Réfugiés* et *Développement des ressources humaines et des capacités*.

Sécurité et stabilité

Les participants ont remarqué que même si aucune nation ne niait ouvertement les vertus de la modération, de la tolérance et du respect de la primauté du droit, le Canada a particulièrement bien réussi jusqu'ici à illustrer ces valeurs. Bien qu'il n'ait pas le monopole de l'éthique et des valeurs, l'adhésion nationale du Canada à ces valeurs (interdiction des mines terrestres, non-prolifération des armes à feu) donne l'exemple, encourage d'autres pays à faire de même et établit publiquement une norme sur laquelle il peut fonder sa réaction face à des mesures répréhensibles prises dans des pays moins démocratiques de l'Asie-Pacifique.

Compte tenu de la priorité que la politique étrangère accorde à la sécurité, à la prospérité et à la justice, les participants croient que le Canada a intérêt à ce que la stabilité et la sécurité règnent en Asie-Pacifique, sous réserve toutefois, que la sécurité et la stabilité ne soient pas des fins en soi. Elles ne doivent pas être accomplies aux dépens de la sécurité personnelle, tels les droits fondamentaux de la personne ou la santé des gens et de l'environnement.

Options

1. *Le Canada devrait s'assurer que la politique étrangère canadienne exploite pleinement les succès qu'elle a connus ailleurs dans la promotion de la diplomatie multilatérale ainsi que les atouts que lui confère son bilinguisme et son héritage multiculturel pour contribuer au bien collectif de la communauté de l'Asie-Pacifique.*
2. *Le Canada devrait augmenter les efforts pour bâtir des partenariats entre militaires et civils, ici et à l'étranger.*
3. *Le Canada devrait s'assurer que la politique étrangère canadienne exprime clairement les valeurs et les perceptions nationales, afin que les fondements de la position canadienne sur des événements politiques controversés soient bien compris de tous. «Modération, tolérance et respect de la primauté du droit» est une bonne devise et elle devrait être acceptable en matière de culture politique canadienne, quel que soit le gouvernement au pouvoir. Le Canada devrait continuer à condamner les actes inacceptables commis dans la région de l'Asie-Pacifique.*
4. *Le Canada devrait porter une attention particulière à différents moments, sur des régions ou des problèmes spécifiques. Toutefois, le Canada devrait s'assurer que l'attention ne deviendra pas absorbée par une région ou un problème particulier au point où des événements cruciaux et importants ailleurs*



pourraient provoquer une crise inattendue à laquelle le Canada ne serait pas prêt.

5. Le Canada devrait concentrer ses efforts sur différentes formes d'énergie, sur leur utilisation, sur la production de nourriture, sur l'énergie nucléaire, et sur les crises complexes de la planète (feux, inondations, etc.).
6. Le Canada devrait se concentrer sur divers domaines d'expertise déjà développés, tels la non-prolifération des armes à feu et des armes nucléaires, l'interdiction des mines terrestres, le contrôle des armes légères, le contrôle de la criminalité transnationale, le bannissement des migrations illégales de peuples, la coopération entre militaires et les relations entre militaires et civils.
7. Le secteur maritime peut sans aucun doute jouer un rôle dans le dialogue sur la sécurité et le renforcement de la confiance, soit par des activités précises en matière de sécurité, soit par les rapports établis dans le cadre de la collaboration visant le développement durable ou l'aide humanitaire et la sécurité, notamment le Programme de recherche et sauvetage, la sécurité de la navigation maritime ou les communications maritimes. Le Canada devrait encourager des initiatives spécifiques telles :
 - (a) MDN/Commandement maritime – le rôle diplomatique et militaire classique et bien établi de la marine
 - (b) MPO/GCC : (i) Développement – notamment l'aide fournie actuellement par la GCC dans l'élaboration de systèmes de recherches et sauvetages et de gestion du trafic maritime outre-mer ; (ii) Renforcement de la confiance – en faisant participer les responsables (militaires et civils) de la sécurité maritime à des activités de sécurité coopérative, d'intervention environnementale et de gestion des ressources.

Réfugiés

Les participants ont cherché à savoir si le Canada devrait faire plus pour résoudre la crise internationale des réfugiés et si c'est le cas, les initiatives qu'il devrait prendre. Ils ont noté que la fin de la Guerre froide n'a rien changé dans les causes de la crise des réfugiés : elle continue de croître et de nouvelles crises continuent d'apparaître. Le Canada a prouvé sa capacité de faire preuve de leadership dans les crises des réfugiés, ainsi que dans des secteurs connexes comme la consolidation de la paix.

Selon les participants, les seules solutions efficaces pour gérer les crises des réfugiés et pour y mettre fin seront de nature multilatérale et multisectorielle. La coopération du gouvernement avec les ONG a constitué un élément important de la réponse internationale aux crises des réfugiés. Toutefois, le groupe a noté que le HCR, un organisme multilatéral central, ne dispose pas de financement permanent et donc, son financement doit être renouvelé tous les cinq ans.

Options

1. Le Canada devrait continuer de faire preuve de leadership et de compétence dans les mesures prises à l'égard des réfugiés.
2. Le Canada devrait remplir les obligations contractées dans le cadre des conventions internationales sur les réfugiés et ratifier la Convention internationale sur les droits des travailleurs migrants.
3. Le Canada devrait promouvoir l'adoption d'un HCR permanent doté de financements adéquats.
4. Le Canada devrait continuer à œuvrer en faveur de l'adoption d'instruments de diplomatie préventive pour empêcher les crises de réfugiés et développer au



niveau multilatéral, des systèmes d'alertes rapides pour permettre d'agir promptement quand ces crises surgissent.

5. *Le Canada devrait poursuivre sa coopération et sa coordination avec les ONG pour assurer un maximum d'efficacités.*

Commerce et développement des ressources humaines et des capacités

Les participants ont fait la remarque que le Canada, en tant que pays maritime, devrait jouer un rôle de chef de file à l'échelle internationale, dans la gouvernance des océans et du commerce et de l'industrie maritime. Ils ont suggéré d'identifier les régions prioritaires pour le commerce et l'industrie maritime au Canada, ainsi que les types d'activités dans ces régions. L'Asie-Pacifique devrait être comptée comme l'une de ces régions.

Les participants sont d'accord pour dire que l'environnement marin n'a pas de frontières. C'est pour cette raison d'ailleurs que le milieu marin dans l'Arctique est pollué suite à des activités en Asie et en Amérique du Nord. Le Canada devrait, dans les instances internationales, prendre l'initiative d'influencer les politiques en Asie du Sud-Est puisqu'il a des capacités reconnues dans les domaines des technologies, des politiques, de l'éducation et de la formation relatives à l'environnement marin. Le gouvernement canadien devrait reconnaître que la formation et l'éducation dans le contexte international sont un tremplin pour effectuer des transferts de technologie et créer d'autres débouchés. En outre, il existe un lien naturel entre les populations côtières du Canada et de l'Asie du Sud-Est, y compris les

populations autochtones. Il existe déjà aussi dans la région un grand nombre de liens éducatifs et de possibilités de formation qu'il faudrait appuyer et favoriser l'expansion. Toutefois, selon les participants, le Canada devrait reconnaître que la technologie de l'aquaculture n'est pas une panacée à la crise mondiale des pêcheries).

Les participants sont d'accord pour dire qu'il est impératif que les Canadiens reçoivent une éducation sur les pensées internationales et qu'une aide pourrait être fournie aux communautés pour qu'elles explorent les ressources qui leur sont disponibles dans les celles-ci (via les ONG) afin d'appuyer ce but. Les occasions de partager les connaissances canadiennes avec des partenaires en Asie-Pacifique ont été identifiées, notamment l'apprentissage à distance, et l'éducation pour adultes (autant pour les enseignants que pour les étudiants) ainsi que le parrainage des institutions éducatrices.

Options

1. *Le Canada devrait assurer la participation de jeunes (à l'échelle internationale et au Canada) à l'élaboration de la politique étrangère.*
2. *Le Canada devrait promouvoir activement, par l'entremise de la coopération fédérale-provinciale, le recrutement d'étudiants de l'Asie-Pacifique dans les universités canadiennes. Le Canada devrait accroître le nombre de bourses d'études aux étudiants de l'Asie-Pacifique pour qu'ils viennent étudier dans les universités canadiennes. Il faudrait aussi simplifier les procédures d'obtention de visas pour ceux qui viennent poursuivre leurs études au Canada.*



« J'ai lu avec intérêt les documents préparés par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère. L'ACDI s'intéresse de très près aux questions touchant l'Asie-Pacifique, et je suis certaine qu'il est possible d'affirmer la même chose à propos des résultats du Forum national. Je désire féliciter le Centre pour son excellent travail. Je vous remercie de me donner l'occasion de discuter avec vous de ces questions d'une importance fondamentale et je serai heureuse de prendre connaissance de vos vues au cours des prochains mois. »

L'Honorable Diane Marleau, ministre de la coopération internationale et de la Francophonie

GLOSSAIRE

ACDI :	Agence canadienne du développement international
ALENA :	Accords de libre-échange nord-américain
APEC :	Asia-Pacific Economic Cooperation
FRA :	Forum régional de l'ASEAN (Association des nations asiatiques du sud-est)
CSCAP :	Conférence sur la sécurité et la coopération dans l'Asie-Pacifique
GCC :	Garde côtière canadienne
HCR :	Haut-commissariat des réfugiés
MAECI :	Ministère des affaires étrangères et du commerce international
MDN :	Ministère de la défense nationale
MPO :	Ministère des pêches et océans
OCDE :	Organisation de la coopération et du développement économique
OIT :	Organisation internationale du travail
ONG :	Organisme non-gouvernemental
ONU :	Organisation des Nations-Unies
PECC :	Conseil coopératif et économique du Pacifique
Piste I :	Canaux officiels
Piste II :	Canaux institutionnels non-officiels
Piste III :	Société civile
RCI :	Radio-Canada International

« Les consultations relatives à la politique étrangère sont importantes. Je pense que nous avons finalement trouvé la solution. Le Forum de 1996 a une dimension encore plus nationale que tous les autres qui ont eu lieu par le passé. »

John English, ancien député et président du Sous-comité des droits de la personne de la Chambre des communes, et professeur d'histoire à l'Université de Waterloo

« Il s'agit du meilleur événement lié à l'élaboration des politiques auquel j'ai jamais assisté. Ce genre de Forum national est une bonne idée. Il attire un nombre beaucoup plus important et une variété plus grande de personnes et d'idées que tout autre événement. »

Stephanie Reford, Reford-McCandless, à propos du Forum national de 1996

doc
CA1
EA752
97N371
EXF

Canadian Centre
for Foreign Policy
Development



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

1997

National Forum

on Canada's International Relations

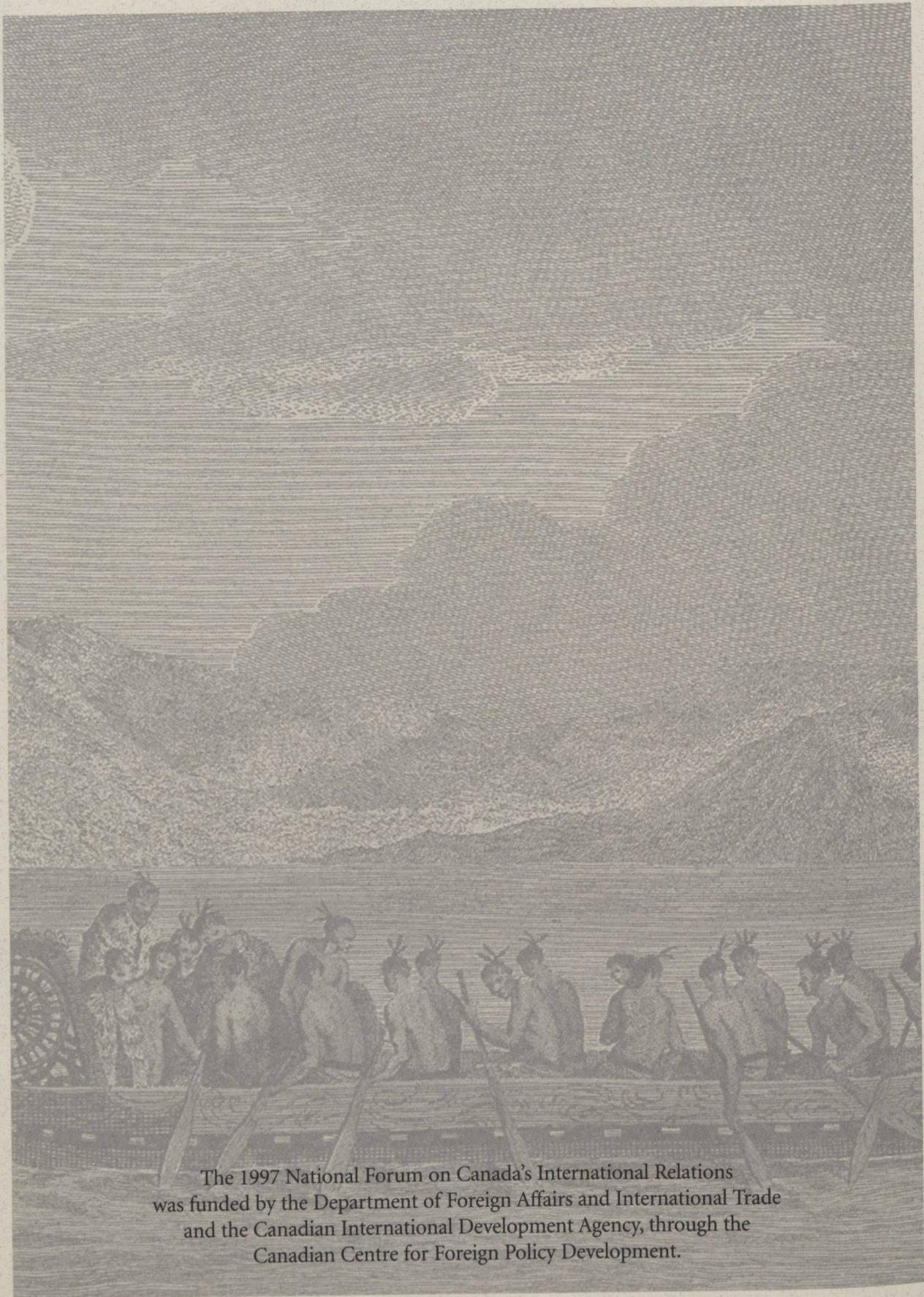
VICTORIA

KITCHENER
WATERLOO

HALIFAX

QUEBEC

Asia-Pacific



The 1997 National Forum on Canada's International Relations
was funded by the Department of Foreign Affairs and International Trade
and the Canadian International Development Agency, through the
Canadian Centre for Foreign Policy Development.

Illustration entitled "Captain Cook's First Voyage 1768-1771", courtesy of
the New Zealand High Commission, Ottawa.



Department of
Foreign Affairs and
International Trade

Ministère des
Affaires étrangères et
du Commerce international



Canadian International
Development Agency

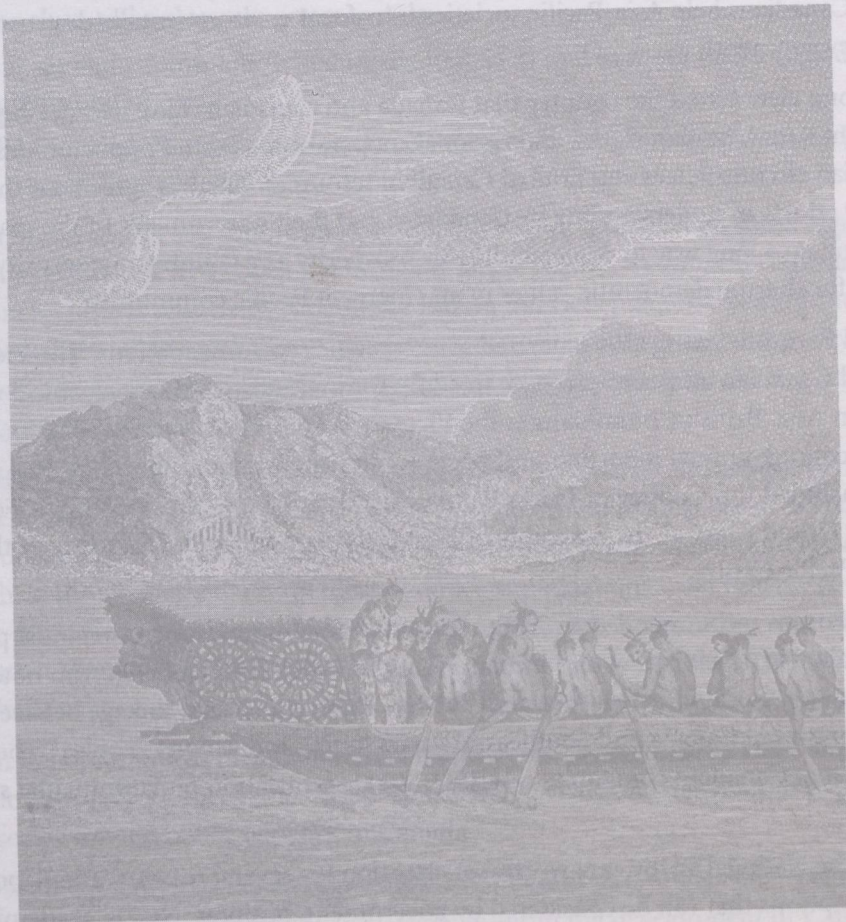
Agence canadienne de
développement international

1997

National Forum

on Canada's International Relations

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
APR 1997
MAR 9 1999
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE



Asia-Pacific

53832177 (F)

54832033 (E)



April 1998

Dear Friends,

Participants in the 1997 National Forum on Canada's International Relations met in Victoria, Waterloo, Halifax and Quebec from April to October. They included academics, NGOs, business, labour, students, Asian-Canadians, Native Canadians, government policy officials and others. Together they addressed three questions from the National Forum discussion paper:

How can Canadians promote and protect human rights in the Asia-Pacific region?

How can Canadians help the region's Indigenous Peoples find their voice and place in the countries of Asia-Pacific?

How should Canadians help Asia-Pacific societies transform environmentally destructive growth into sustainable development?

There is a strong view across the country that Canada and Canadians have a leadership role to play in Asia in environment issues, human rights, and regional cooperation – even if opportunities to do so are often limited by Asian circumstances and limited Canadian resources. There is agreement that “Asia-Pacific demands new efforts of understanding by Canadians and their government. In the years to come, events in Asia-Pacific will go a long way to determining our prosperity as a country, our security in the world, and the prospects for sharing democratic values in an emergent Pacific community.”

Each National Forum meeting also generated some specific recommendations. The Victoria meeting recommended Canadian efforts to promote freedom for journalists, editors, technical workers and others in the media in Asia. British Columbians at the Victoria Forum also recommended incentives for business that would encourage annual reporting on “business and environment practices” in Asia. Victoria participants included Jim Cooney of Placer Dome, Yuen Pau Woo of the Asia Pacific Foundation, Phil Fontaine, now Grand Chief of the Assembly of First Nations, and Sandra Schatzky of the University of Victoria Asia Pacific Centre.

The Waterloo Forum recommended an APEC Summit follow-up meeting of regional parliamentarians to discuss sustainable development and human rights, in 1998. The Halifax Forum noted the role of Oceans in Canada's Asia-Pacific relations and “further, there is a natural linkage between people in coastal communities in Canada and Southeast Asia, including Indigenous Peoples.” The Quebec Forum recommended that Canadian companies seek ISO 14000 certification (environmental standards designation).

The results of the National Forum are worthy of attention for several reasons. The Report proposes specific policy options that can be considered by government, business, NGOs, academics and others engaged in Canada's relations with Asia-Pacific societies.

The Report also urges the Government to open up media access to APEC-related meetings, to require businesses to agree to a voluntary code of conduct before participating in Team Canada trips to Asia, and to promote human rights in Asia with a creative, flexible, case-by-case strategy. It also addresses other



Asia-Pacific policy ideas on sustainable development, human rights, Indigenous Peoples, and free media, and recommends:

- greater involvement of Indigenous Peoples in Asia-Pacific affairs (looking at the Arctic Council as a model);
- Canadian leadership in creating networks and informal associations in Asia to promote a cleaner environment, human rights, arms control and free information and media;
- stronger links between Canadian civil society (professional groups, youth, Native Peoples, NGOs, academics) and their counterparts in Asia;
- industry awards for clean technology exporters to Asia;
- help to local journalists and community-based media in Asia as well as more Radio Canada International programming in Asia;
- a bigger role for the Canadian Navy, Coast Guard and Search and Rescue services in Asia-Pacific to promote regional cooperation and confidence-building.

The Report reflects a broad and strong set of values across Canada. At a time when some argue that "Canada is not a country", divided by various fractures, the Report shows a common Canadian world view based on tolerance, cultural sensitivity, support for ethical business practices, commitment to human rights and environmental protection and a keen interest in a greater role for citizens in policy-making and in international affairs. The Quebec Report concludes "participants reiterated the Victoria Forum recommendations" on press and human rights.

And, the National Forum represents a new kind of dialogue between citizens and government. Sponsored and organized by the Canadian Centre for Foreign Policy Development and local hosts, the National Forum is the kind of policy development discussion that can be useful to both policy-makers and interested citizens. For policy makers, these discussions encourage ideas and recommendations from outside government. For the public, these discussions encourage thinking through policy issues, dilemmas and trade-offs, and thinking together, rather than talking "at" government. The goal is to move beyond frustrating, traditional government "consultations" to a meaningful role for citizens in creating policy options and ideas.

The National Forum Report endorses this new approach and notes, "The Forum is not a singular event, but part of a larger foreign policy process that places considerable value on citizen input and further develops the multi-sector foreign policy network in Canada."

On November 6, 1997, the Report was tabled in the House of Commons and the Senate, confirming Minister Axworthy's on-going commitment to civil society input in the development of Canada's foreign policy. The Report and preparatory roundtable reports are available on the Centre Web Site or on request to anyone interested in Asia-Pacific relations, APEC, the APEC People's Summit and the evolving role of citizens in foreign policy making. Reports from the meetings in Victoria, Waterloo, Halifax and Quebec are also available.

Steven Lee
National Director



“Canadians and others are becoming increasingly engaged in areas that once were the preserve of governments. We see this in everything from NGO parallel summits at major multilateral meetings in recent years to the ban the landmines campaign. We welcome this trend and have been working to increase direct stake and input of interested Canadians in the formulation and application of foreign policy. Examples of public diplomacy work to date include the establishment of the Canadian Centre for Foreign Policy Development and the National Forum on Canada’s Relations.”

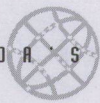
Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs to the House of Commons
Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade, November 1997

Citations (not credited) appearing through the Report are taken from “Asia-Pacific: Questions and Choices”, a discussion paper prepared for the 1997 National Forum by International Journalist and Foreign Affairs Writer, John Hay.



TABLE OF CONTENTS

FOREWORD	page
<i>Steven Lee, National Director</i>	
NATIONAL FORUM MEETINGS AND PREPARATORY ROUNDTABLES.....	2
LETTER FROM THE MINISTER.....	3
POLICY OPTIONS	
<i>Preamble</i>	5
<i>Indigenous Peoples</i>	7
<i>Codes of Conduct</i>	9
<i>Human Rights</i>	11
<i>Free Media</i>	13
<i>Sustainable Development</i>	15
<i>Other</i>	17
<i>Security and Stability</i>	
<i>Refugees</i>	
<i>Trade, Human Resource Development and Capacity-building</i>	
GLOSSARY	20
PARTICIPANTS	21
<i>National Forum Meetings</i>	
<i>Preparatory Roundtables</i>	



NATIONAL FORUM MEETINGS

- April** Dunsmuir Lodge, University of Victoria, Victoria
Dawn McLean
- June** Project Ploughshares, Conrad Grebel College, Waterloo
Ken Epps
- July** Centre for Foreign Policy studies, Dalhousie University, Halifax
Katie Orr
- August** Institut Québécois des hautes études internationales, Laval University, Québec
Yannick Lamonde
- October** Canadian Centre for Foreign Policy Development, Ottawa
Policy Development Workshop

PREPARATORY ROUNDTABLES

Indigenous Heritage Rights and APEC

Native Law Centre, Saskatoon
Sakej Henderson

Women and Economic Development in Asia

University of New Brunswick, Saint John
Bob Chanteloup

Indigenous Peoples and Asia-Pacific

South-Pacific Peoples Foundation, Victoria
Penny Kerrigan and Stuart Wulff

Human Rights and International Business

University of Calgary, Calgary
Kathleen Mahoney

Open Markets Open Media

IMPACS, Vancouver
Shauna Sylvester

Canadian Business and Human Rights

Canadian Chamber of Commerce, Toronto
Dave Hecnar

Sustainable Development in Asia

International Institute on Sustainable
Development, Winnipeg
Nola-Kate Seymoar

Minister of Foreign Affairs



Ministre des Affaires étrangères

Ottawa, Canada K1A 0G2

April, 1998

Dear Fellow Citizens,

On November 6, The 1997 National Forum Report was tabled in Parliament. As you know, the National Forum on Canada's International Relations each year does a wide-ranging consultation on Canadian foreign policy priorities and objectives. This year it was on Asia-Pacific. And, having read the report, I can confirm to you that it has a number of fascinating initiatives to propose.

The Report examines in some detail how Canadians can make a contribution to improving human rights, to opening up the media and promoting sustainable development in Asia-Pacific. It was made available to me prior to the APEC and Peoples' Summit meetings and helped me move forward in my discussions on these issues with Canadians and with my counterparts in Asia-Pacific countries.

What is also important in the report — and I guess it's the message I have been trying to give ever since I became Minister of Foreign Affairs — is that Canada should use all the tools at its disposal. Not simply take one or two items and say "that is good enough", but look at the full array of contacts and exchanges, public and private, and work on a multitude of fronts in order to establish ourselves as truly a major player.

I have also been speaking about public engagement at every opportunity. This means finding the most effective ways to utilize and bring to bear the incredible power of people that we have, in this country and other countries, and begin matching them up.

I would like to thank the workshop and Forum organizers and you fellow citizens, for your hard work and energy, and your public views on issues critical to us here in Canada and to our partners in Asia-Pacific.

A handwritten signature in black ink that reads "Lloyd Axworthy".

Lloyd Axworthy
Minister



POLICY OPTIONS



“Canadian foreign policy should identify Canada’s security interests in Asia-Pacific as those creating “a secure and stable environment, subject to the rule of law and characterized by sustainable development.” Sustainable development should include “responsible prosperity” which involves attention to issues as diverse as pay equity and the development and enforcement of child labour laws.”

Halifax Report





Participants at all four meetings agreed on the following policy options in context of the five themes addressed by this year's Forum; Indigenous Peoples, Codes of Conduct, Human Rights, Free Media, Sustainable Development. They suggested a proactive, flexible and inclusive foreign policy as the most effective approach for Canada. In their discussions they endorsed the three pillars of Canadian foreign policy, (security, economic prosperity and culture) as those that continue to reflect the views of Canadians.

Preamble

Indigenous Peoples in Canada and Asia must be at the table in policy discussions to speak on their own behalf, (the Circumpolar Arctic Council offers a model for a forum for international discourse that could be used in the Asia-Pacific context).

Canada should enhance the role of Indigenous Peoples and Asian-Canadians through inclusive staffing procedures at the domestic governmental level. This would help ensure the integration of diversity of opinion and experience.

Canada should continue to use a wide range of diplomatic tools, including those of trade, investment, development and culture, to promote the adoption of appropriate systems of law, trade, labour, human rights and sustainable development/environment. Policy development should critique and build on current policies and practices.

Canada should take a leading role in international fora to promote the adoption of appropriate systems of law, trade, labour, human rights and sustainable development/environment.

Civil society linkages and exchanges should be strengthened through formal and informal partnerships at home and abroad.

To enhance its influence and leverage, Canada should increase its on-the-ground representation in the region (governmental, non-governmental and commercial).

Canada should take advantage of the 50th anniversary of the UN human rights declaration which offers a significant opportunity to promote human rights in the region.



“The developing discourse on civil society in Asia-Pacific rarely embraces issues critical to Indigenous Peoples – issues of political and economic autonomy, self-determination, self-government. Civil society debates typically concern restricting government authority. But to many Indigenous Peoples, acquiring the authority of government, or at least access to government, is what matters most.”





Indigenous Peoples



Participants who addressed the role of Indigenous Peoples discussed how Canadians could help Indigenous Peoples find a voice and play an active role in Canada and in Asia-Pacific. They discussed whether the inclusion of Indigenous Peoples was an appropriate or credible foreign policy objective.

Participants agreed that Indigenous Peoples can and need to speak for themselves and should be provided with the “voice space” to do so. This applies to Indigenous Peoples in Canada and Asia-Pacific, recognizing that the situation in Asia-Pacific is complicated by minority, tribal and other communal considerations. Participants acknowledged however that Indigenous Peoples continue to pursue North - South and Canada - Asia-Pacific links, dialogues and activities.

Participants suggested that Indigenous Peoples are adversely affected by non-sustainable economic development such as resource extraction. They pointed out that those Indigenous Peoples that conduct business do so within their models for sustainable development which should be acknowledged as they are effective and have a lot to offer. They agreed that to-date in the area of health, there is some recognition of the sciences and knowledge of Indigenous and Asian Peoples.

It was suggested that the UN “individual” rights framework is being challenged by some Asian and Indigenous Peoples. Participants agreed that Canada has in its Indigenous Peoples an untapped resource that may help engage Asia-Pacific nations in human rights discussions.

Participants suggested that although Canada has the benefit of diversity in ideas, geography and ethnicity, there has to be a recognition that most human rights violations are directed at Indigenous Peoples here and in Asia-Pacific.

Policy Options

1. *Canada should within APEC:*
 - (a) *promote and broaden civil society participation in APEC meetings, especially greater participation of Indigenous Peoples;*
 - (b) *promote a forum on Indigenous Peoples issues.*
2. *Canada should promote “participatory” research on Indigenous Peoples, that is, conduct research with the participation of Indigenous Peoples. Canada should also pursue shared learning regarding health in particular through cooperative measures.*



3. *Canada should support more diversified exchanges between and among Indigenous and non-Indigenous Peoples from Canada and Asia-Pacific:*
 - (a) *pursue broader sectoral or grassroots dialogue and participation by supporting NGOs in their work with grassroots and other contacts;*
 - (b) *support technology linkages to encourage dialogue between Indigenous Peoples with mutual concerns.*
4. *Canada should play a leadership role in the development of initiatives in support of and supported by Indigenous Peoples both at the community and international levels, e.g. the UN Forum for Indigenous Peoples, and continue to promote the Convention on Biodiversity at the 1998 Madrid Conference with particular attention to article 8(J) that provides a framework to deal with Indigenous Peoples' issues.*
5. *Canada should build policy capacity by creating and sustaining a critical mass of Indigenous Peoples and experts to provide the necessary skills, knowledge and options for policy development.*
6. *Canada should include the following elements in a "code of conduct" vis-a-vis Indigenous Peoples:*
 - (a) *greater promotion of and education about Indigenous Peoples, including educational resources that relay cultural viewpoints, practices and lifestyles;*
 - (b) *equity and fairness within a cultural context, to allow diversity and to preserve Indigenous Peoples' culture within the context of "globalization";*
 - (c) *creation of "voice space" for Indigenous Peoples to speak on their own behalf with business.*
7. *Canada should develop a policy or a set of initiatives that address Indigenous youth in particular.*



"It may be that company managers are well-placed to see the need for a rule (codes of conduct) – to correct labour abuses say, or to remedy some environmental harm – and strategically positioned to take efficient action. Even so, is it fair to ask if it is always enough to leave these decisions to people who might be well-meaning but who are also unelected.



Codes of Conduct

Participants who addressed codes of conduct focussed their discussions on whether Canada should concentrate its efforts on the establishment of domestic or international codes of conduct. They also discussed whether these codes should be voluntary or mandatory, who they should be applied to and how, and who should be involved in the discussions and in the decision-making. Participants agreed that a core set of domestic values should be established. Once this is accomplished, Canada could then work towards the adoption of these core values internationally, possibly through a body resembling the ILO, or perhaps through existing bodies. They agreed that discussions on codes of conduct should involve all sectors of civil society since these codes effect all aspects of life. They felt that it was highly unlikely that voluntary codes would be specific enough to be effective.

What responsibilities remain with the Canadian people, and with the government they elect to act for them?"

Policy Options

1. *Canada should re-examine the role of business in the promotion of human rights. Instruments should be put in place to encourage businesses to work in partnership with NGOs and communities to develop a Canadian Code of Conduct.*
2. *Canada should ensure that appropriate corporate codes of conduct, based on agreed principles of best practice, are applied to Canadian overseas trade and industry receiving federal government support. Government trade and industry programs should be linked to best practices including anti-corruption, working conditions, security of products, health and safety, the environment, child labour and gender discrimination.*
3. *Canada should facilitate a partnership approach to increasing awareness of appropriate codes of conduct and practices for Canadian overseas trade and industry, using a range of educational tools (e.g., business schools, media).*
4. *Canada should facilitate multi-stakeholder consultations for the development of appropriate corporate codes of conduct for Canadian overseas trade and industry, based on contextual and sectoral factors.*
5. *Canada should promote the adoption of codes of conduct at NAFTA, OECD and APEC. A multilateral international process would help ensure the success of the initiative.*



6. *Canada should use incentives rather than penalties to encourage the adoption of best practices e.g. explore the possibility of ISO certification for companies that register their codes of conduct with the Department.*
7. *Canada should host business fora to encourage Canadian companies to adopt existing positive human rights practices or codes.*
8. *Canada should encourage business to use bilateral trade councils as a way to share knowledge, experience and values.*
9. *Canada should ensure that business is brought in on the ground floor.*
10. *Canada should take the lead in addressing corruption issues by adopting the following initiatives:*
 - (a) *work towards an increase of civil servants wages abroad (police, administrators), to help fight corruption;*
 - (b) *lead the efforts in appropriate fora (e.g. the OECD), to encourage countries doing business in the developing world, to obtain a multilateral agreement against corruption which would be implemented within two years (e.g. the US Foreign Corruption Act);*
 - (c) *encourage the adoption of anti-corruption practices in bilateral trade policies and agreements;*
 - (d) *promote and support multilateral organizations to require greater financial transparency including criminalization of bribery, removal of tax deductions on bribes;*
 - (e) *support efforts to reform legal systems and practices in Asia-Pacific which would eventually reflect anti-corruption and ethical business practices.*



“Some Canadians also point to the security dimension: human rights abuses, especially against ethnic and economic minorities, violate the “human security” of the victims and jeopardize international peace and security. Even if Canadian action proves ineffective, it allows Canadians at least to keep their self-respect, reassured and united by a sense that they have tried to do the right thing.”



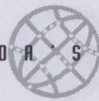
Human Rights

Participants addressing human rights discussed whether the protection of human rights in Asia-Pacific should be a goal for Canada. They also discussed what strategy would be the most effective and what would be the role for business, government and NGOs in promoting human rights. They suggested that the issue of human rights should be incorporated into all agreements, be they economic cooperation, trade- or investment-related.

Participants agreed that Canada should develop a strategy to promote human rights that is culturally sensitive and that incorporates the use of Tracks I, II and III. They suggested that while Canadian policies are well-intentioned, the strategy to implement them can be ineffective (e.g. WID). Further, they suggested that cultures are not static and that this aspect should be reflected in the strategy. They agreed that issue- or sector-specific initiatives may seem narrow, but can affect a broader range of civil society, e.g. the training of judges in Asia-Pacific which directly targets problems of corruption in the legal system while opening up avenues for reform in other sectors of society. As well, they agreed that although it is important to work in concert with like-minded countries, it would be a good idea to keep in mind that like-mindedness is more fluid and issue-specific than ever.

Policy Options

1. *Canada should direct attention at strategies, priorities and application of human rights policies, not at definition.*
2. *Canada should adopt local strategies that are issue-, sector- and country-specific.*
3. *Canada should adopt strategies that are multi-faceted targeting civil, political, economic and social spheres incorporating direct and indirect approaches (Tracks I, II, and III).*
4. *Canada should maintain and reinforce commitment to the UN system of universal human rights protection, and use the 50th anniversary of the UN human rights declaration to encourage Asia-Pacific region affirmation of these principles. Canada should continue to use other multilateral instruments of the UN and ILO to full advantage.*
5. *Canada should employ a range of options on a case-by-case basis to influence compliance with human/labour rights, including aid-, trade- and investment-related incentives and sanctions, e.g. further to positions adopted by the UN (e.g. Burma, East Timor), Canada should demonstrate an increased willingness to act.*



6. *Canada should support efforts through multilateral institutions to require transparency in financial arrangements and budgets, in order to reduce corruption and hidden military expenditures which often support human rights abuse.*
7. *Canada should take the initiative through APEC to host a meeting of Asia-Pacific parliamentarians, early in 1998, to discuss issues of human rights and sustainable development (further to the January 1997 successful meeting in Vancouver).*
8. *Canada should facilitate informed public discussion of the proposed MAI and its impact on labour and human rights.*
9. *Canada should ensure that Team Canada participants are sensitized to human rights abuses particular to the region in which they intend to do business. Canada should encourage participants to give equal voice to human rights organizations.*
10. *Canada should facilitate the use of informal organizations to promote human rights internationally. Involvement of civil society at the grass roots level is important and could be achieved through cultural exchanges, educational programs, promotion of regional and national human rights organizations. Canada should also strengthen linkages between Canadian organizations and groups and those in Asia-Pacific countries working for the protection of labour and human rights.*
11. *Canada should ensure that representatives from minority and Indigenous groups are present when addressing human rights issues.*
12. *Canada should encourage the Foreign Service to become less eurocentric, more flexible and more collaborative. The Foreign Service should include more Indigenous Peoples and Asian-Canadians.*
13. *Canada should facilitate cooperative discussion and exchange of information on human rights issues internationally.*
14. *Canada should increase Official Development Assistance to established Canadian targets, including monies allocated to NGOs – i.e. support for civil society in Canada and the Asia-Pacific region, recognizing that reduction of poverty and improvement in living conditions can help facilitate respect for human rights.*
15. *Canada should direct attention to those groups particularly guilty of human rights abuses e.g. military and police.*
16. *Canada should ensure that child labour and other child exploitation issues are covered under the umbrella of human rights, and should recognize that the complex issue of child labour requires creative development initiatives.*
17. *Canada should consider enforcing the fair wage standards of the ILO.*



Free Media

Participants who addressed free media discussed whether Canada should promote freedom of the media in Asia-Pacific and how. They also discussed how Canada could help develop communications/media capacity in the region and whether there was a role for institutions such as RCI, the private sector, or NGOs in achieving greater media freedom, and if so, who should take the lead.

“Canadians easily recognize that freedom of the media, derived from the larger freedom of expression that belongs to everyone, is an essential of democracy.”

But Canadians are also familiar with cultural sensitivities – with a shared desire to create and manage our own communications media safe from the interference by powerful outsiders.

Are we entitled to withhold aid or trade from a state that fails to satisfy Canadian standards of free media?”

The aim is to elicit a respect for media freedom, not to impose it.

Policy Options

1. *Canada should work to promote universal values (freedom of the press being one) notwithstanding the perceived dichotomy between East and West.*
2. *Canada should take the initiative to encourage foreign media to come and to work with Canadian media by offering fellowships supported by the media (including print, RCI and television).*
3. *Canada should maintain a quiet diplomacy approach to free media, but in some situations, such as the persecution of journalists, Canada should be more active and vocal, both diplomatically and/or through the NGO community. Building upon Canada's historical coalition-building role, Canada should collaborate with like-minded countries to pressure nations that severely restrict the free flow of communication and information.*
4. *Canada should invest RCI with the appropriate resources to act as a credible global communications vehicle committed to raising Canada's profile abroad through the provision of quality Canadian programming and international news.*
5. *Canada should promote the use of Internet and other information technologies in an effort to promote free media.*



6. *Efforts and the use of Canadian expertise should be focussed on smaller projects where policy would have the most impact. Canada should assist the development of media infrastructure at the grass roots level by:*
 - (a) *fostering linkages between journalists and professional journalism organizations at the local, national and international levels;*
 - (b) *providing communities with appropriate equipment and training in order to build a sense of empowerment at the local level (e.g. the Tambuli Community Radio Project with its "Village on the Air" program in the Philippines);*
 - (c) *seeking to expand and build upon situations that have proven mutually beneficial for the community and donors (e.g. a Canadian-funded video camera used by the small public health unit in the city of Rafah, in the Gaza Strip).*
7. *Canada should promote greater multi-sectoral interaction among journalists in Asia-Pacific and Canadians in the legal, academic and grassroots communities, government officials and multilateral organizations.*
8. *Canada should support journalism training programs that develop expertise in reporting, that foster responsible reporting practices and workshops targeting government and legal experts on laws to do with libel, contempt and freedom of the press.*
9. *Canada should adopt a tactical approach that would emphasize a more specific, case-by-case approach. This method would downplay cultural sensitivity, and take advantage of the degree of ambiguity allowed by various governments in the region.*
10. *Canada should encourage Canadian embassies to place greater importance on the issue of journalists at risk, and to act in a timely fashion on alerts by the International Freedom of Expression Exchange.*
11. *Canada should encourage Canadian journalism schools to explicitly tap into networks within Asia-Pacific through methods such as exchanges and training of Asian investigative journalists in Canada.*
12. *Canada should support the opening of regional institutional frameworks, particularly APEC, to improve media access through the use of daily briefs, and the development of media centres.*
13. *Canada should increase official (Foreign Service) and encourage unofficial (media) presence on the ground in Asia-Pacific.*



"Correcting past mistakes and instituting truly sustainable development often means fixing the dislocation between costs and benefits."



Sustainable Development

Participants who addressed sustainable development focussed on the questions of how Canadians could promote sustainable development in Asia-Pacific and which countries should be the focus of such activities. They discussed what Canada should contribute and whether a minimum level of economic/industrial development was a prerequisite to advancing sustainability. They also discussed how Canada could best work with like-minded countries to promote sustainability.

Participants agreed that internationally Canadians should actively promote the development and use of clean technology, provide support to the region through the dissemination of environmental planning expertise, encourage ISO 14000 certification as well as foster educational links between Canada and Asia-Pacific. They suggested that Canada should establish linkages with like-minded countries through collaborative, non-competitive research and development efforts.

When discussing the role for business in promoting sustainable development in the region, participants suggested that Canadian business play a role in fostering sustainable development through the demonstration of best practices and technology transfer, always recognizing that the learning process is two-way. They agreed that the cost effectiveness of good corporate environmental practice is recognized by most Canadian companies, a lesson to be shared with

Asia-Pacific counterparts. They suggested that this learning could be accomplished by promoting environmental success stories in an Asia-Pacific context. Recognizing that sustainable development policies and goals are long-term in nature, participants agreed that Canada continue to play a positive role through foreign aid and education.

Policy Options

1. *Canada should develop sustainable development policies based on the following principles:*
 - (a) *accountability based on assessment, indicators (e.g. food security), and qualitative and quantitative measures, and the engagement of Canadians in policy development and measurement;*
 - (b) *use of different and evolving policies which take into account diversity in world communities (i.e. social/cultural);*
 - (c) *critical evaluation of Canada's practices/policies including a commitment to ecological and socially responsible consumption (with equity in mind);*
 - (d) *inclusion of account policies, local knowledge, science and technology, and implementation capacity;*



- (e) recognition of the following elements of sustainable development: common security; ecological; social and economic well-being.
2. Canada should review all Canadian policies and international agreements for their contribution to human and ecological security and sustainability.
 3. Canada should review all international agreements which relate to or impact on sustainability to ensure accountability by Canada.
 4. Canada should clearly identify and define the Canadian values which reflect our commitment to and the necessity for global sustainability.
 5. Canada should state that it recognizes and asserts its responsibility for holding transnational corporations accountable for their impact on sustainable development (e.g. through the UN).
 6. Canada should develop international linkages and networks of influence.
 7. Canada should pursue and coordinate unofficial consultation and collaboration, i.e. Track II process, (ARF, CSCAP, APEC study centres, PECC) which could help develop coherence between and among the global, multilateral, bilateral, regional and community levels.
 8. Canada should increase representation of Indigenous Peoples and Asian-Canadians in DFAIT and international organizations involved in Asia-Pacific.
 9. Canada should promote consultative mechanisms and enhanced collaborative problem solving through the official process i.e. APEC.
 10. Canada should ensure that issues of sustainable development remain on the agenda of further National Forum meetings.
 11. Canada should integrate business and NGO input into relevant APEC fora.
 12. Canada should ensure that terms of reference for publicly-funded feasibility studies in infrastructure projects include components relevant to sustainable development.
 13. Canada should develop a statement on Canadian foreign policy sustainable development values. (note: a CIDA statement is available)
 14. Canada should develop and support strategies to aid in implementation of value structures in relation to issues of sustainable development concomitant with Canada's. For example:
 - (a) industry awards for clean technology exporters;
 - (b) annual review of public and private sector sustainable development activities;
 - (c) partnership between private and public sector capital flows, and NGOs, to support sustainable development.
 15. Canada should ensure that all economic activity is underpinned by the principles and practice of sustainability – both in Canada and in our activities overseas.
 16. Canada should develop incentives to encourage annual reporting on business and environment practices.

Other

Organizers and participants at some of the Forum meetings examined other issues relative to their particular regional interests. In the interest of consistency and readability, these issues have been integrated under *Security and Stability, Refugees, Trade and Human Resource Development and Capacity-building*.

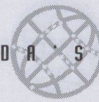
Security and Stability

Participants noted that although no nation would overtly deny the virtues of moderation, tolerance and respect for the rule of law, Canada has been particularly successful so far in reflecting those values. While Canada does not have a monopoly on ethics and values, a national commitment to such values (landmines ban, weapons non-proliferation) sets an example, encourages others, and provides a publicly-stated standard upon which to base official Canadian responses to unsavory actions by less democratic members in the Asia-Pacific community.

Given the present foreign policy priorities of security, prosperity and justice, participants agreed that it is in Canada's interest that Asia-Pacific enjoys stability and security, with the caveats that security and stability are not isolated ends in themselves. They must not be achieved at the cost of human security i.e. fundamental human rights or the health of the people and the environment.

Policy Options

1. *Canada should ensure that Canadian foreign policy exploits fully its success in advancing multilateral diplomacy and its bilingual and multicultural heritage to contribute to the common good of the Asia-Pacific community.*
2. *Canada should increase efforts at building military-civilian partnerships here and abroad.*
3. *Canada should ensure that Canadian foreign policy clearly expresses Canada's perception of its national values, so that the basis of this nation's stance on controversial political events is clearly understood by all. "Moderation, tolerance and respect for the rule of law" is a good formula and should be acceptable to Canadian political culture, regardless of the government in power. Canada should continue to speak out against unacceptable acts committed in the Asia-Pacific region.*
5. *Focus, at any given time on any particular area or issue is inevitable. Nonetheless, international affairs are intrinsically unpredictable. Therefore, Canada should ensure that attention does not become so focussed on one area or issue, that critical and significant events elsewhere create an unexpected crisis for which Canada is neither equipped nor prepared to address.*



6. *Canada should concentrate efforts on any or all of energy and energy use, food production, nuclear energy, complex human crises (fires, floods etc).*
7. *Canada should concentrate on developed areas of expertise i.e. weapons non-proliferation, nuclear non-proliferation, landmines ban, small arms control, transnational crime, illegal movement of peoples, military to military cooperation and military-civilian relations.*
8. *There is a role for the Maritime sector in security dialogue and confidence-building through its experience in specific security activities and inter-relationships developed through sustainable development, humanitarian/safety collaboration such as Search and Rescue, safety of marine navigation and marine communications. Canada should support specific initiatives as follows:*
 - a) *DND/Maritime Command – the classic and well-established diplomatic and military role of navies;*
 - b) *DFO/CCG:(i) Development – such as existing assistance in developing Search and Rescue and Vessel Services systems overseas, (ii) Confidence-building – by engaging maritime security officials both naval and civil in cooperative safety, environmental response and resource management.*

Refugees

Participants discussed whether Canada should do more to help resolve the international refugee crisis. And if so, what initiatives it should take. They noted that the end of the Cold War has not changed the causes of refugee crises and that these crises will continue to grow and new ones will continue to appear. They pointed out that Canada has demonstrated a capacity to play a leadership role in refugee crises as well as in related areas such as peacebuilding.

Participants agreed that the only effective solutions for managing and ending refugee crises will be multilateral and multisectoral. They noted that government cooperation with NGOs has been an important component of international response to refugee crises. However, participants were quick to point out that the UNHCR, a central multilateral agency, does not have permanent funding and suggested that the funding be renewed every five years.

Policy Options

1. *Canada should continue to demonstrate leadership and continue to develop expertise in refugee response.*
2. *Canada should fulfill obligations to international conventions on refugees and ratify the International Convention on the Rights of Migrant Workers.*



3. *Canada should promote the entrenching of a permanent UNHCR with adequate funding.*
4. *Canada should pursue preventive diplomacy instruments to avert refugee crises and multilaterally develop early warning systems to facilitate timely responses when necessary.*
5. *Canada should continue to cooperate and coordinate with NGOs to ensure maximum effectiveness.*

Trade, Human Resource Development and Capacity-building

Participants noted that Canada is a maritime country and should play a leadership role in international oceans governance, trade and industry. They suggested that priority regions for Canadian oceans trade and industry, and the types of activity within those regions should be identified. They agreed that Asia-Pacific should be included as one of the regions.

Participants noted that the marine environment has no boundaries. For example, they agreed that arctic marine pollution is the result of activities in Asia and North America. They suggested that Canada take the lead in international fora to influence policies in Southeast Asia given proven Canadian capabilities in marine environmental technologies, policies, education and training. They suggested that the Canadian government recognize that training and education in the international context is the gateway to the transfer of technology and other opportunities and further, that there is a natural linkage between

the people in the coastal communities in Canada and Southeast Asia, including Indigenous Peoples. They noted that a substantial number of educational linkages and training opportunities already exist in the region and that these should continue to be supported and should be encouraged to expand. (Participants agreed however, that Canada should recognize that technology in terms of aquaculture are not the "cure all" for the world-wide crisis in fisheries.)

Participants agreed that it is critical that Canadians receive education in international thinking/internationalization and that assistance should be provided to communities to explore the resources available to them locally (through NGOs), to support this goal. Opportunities to share Canadian knowledge with partners in Asia-Pacific were identified, including distance learning and continuing education (for teachers/trainers as well as students), and the twinning of educational institutions.

Policy Options

1. *Canada should ensure youth participation (both internationally and in Canada) in developing foreign policy.*
2. *Canada should aggressively promote in Asia-Pacific, recruitment to Canadian universities through federal-provincial cooperation. Canada should increase funding for scholarships for students from Asia-Pacific and should streamline visa procedures for students coming to study in Canada.*



"I have read with interest the documents prepared by the Canadian Centre for Foreign Policy Development. CIDA is extremely interested in Asia-Pacific issues and I am certain the same can be said about the results of the National Forum. I would like to congratulate the Centre for its excellent work. I thank you for the opportunity to discuss these issues of fundamental importance with you, and I look forward to your views in the next few months".

The Honourable Diane Marleau, Minister for International Cooperation and La Francophonie

GLOSSARY

APEC	Asia-Pacific Economic Cooperation
ARF	ASEAN (Association of South East Asian Nations) Regional Forum
CCG	Canadian Coast Guard
CIDA	Canadian International Development Agency
CSCAP	Conference on Security and Cooperation in the Asia-Pacific
DFAIT	Department of Foreign Affairs and International Trade
DFO	Department of Fisheries and Oceans
DND	Department of National Defence
ILO	International Labour organization
NAFTA	North American Free Trade Agreement
NGO	Non-government Organization
OECD	Organization for Economic Cooperation and Development
PECC	Pacific Economic Cooperation Council
RCI	Radio Canada International
Track I	Official diplomacy (Governments)
Track II	Non-official institutional diplomacy (Universities, NGOs)
Track III	Civil society diplomacy (Citizens)
UN	United Nations
UNHCR	United Nations High Commission on Refugees

"Foreign Policy consultation is important. I think we're finally getting it right. The 1996 Forum is far more a national Forum than the ones we've had in the past".

John English, Former M.P. and Chair of the House of Commons Sub-committee on Human Rights, and professor of history at the University of Waterloo.

"This is the best policy event I've ever attended. This type of National Forum is a good idea. It draws in far more, and more diversified people and ideas".

Stephanie Reford, Reford-McCandless on the 1996 National Forum

PARTICIPANTS

National Forum/Forum national

VICTORIA

Jim Bayer
Assessment and Recruitment
Programs, Royal Roads University
Victoria, British Columbia

Leslie Butt
Asia Pacific Studies,
University of Victoria
Victoria, British Columbia

Phil Fontaine
Grand Chief,
Assembly of First Nations
Former Grand Chief,
Assembly of Manitoba Chiefs
Winnipeg, Manitoba

Marjorie MacLean
Canadian Institute of the Arts for
Young Audiences
Vancouver, British Columbia

John Price
Labour Studies,
University of British Columbia
Vancouver, British Columbia

Sandra Schatzky
Centre for Asia Pacific Initiatives,
University of Victoria
Victoria, British Columbia

Eileen Skinner
International Centre for
Criminal Law Reform and
Criminal Justice Policy
Vancouver, British Columbia

Shauna Sylvester
Institute for Media, Policy and
Civil Society (IMPACS)
Vancouver, British Columbia

Tarah Wilson
British Columbia Council for
International Cooperation (BCCIC)
Victoria, British Columbia

Yuen Pau Woo
Research & Analysis,
Asia Pacific Foundation of Canada
Vancouver, British Columbia

Lawrence Woods
International Studies Program,
University of Northern
British Columbia
Prince George, British Columbia

Art Wright
Sustainable Development
Research Institute,
University of British Columbia
Vancouver, British Columbia

Youth

Connie Freeman
Political Science,
University of Victoria
Victoria, British Columbia

Xavier Furtado
Institute of International Relations,
University of British Columbia
Vancouver, British Columbia

Penny Kerrigan
National Aboriginal Representative,
Canadian Federation of Students,
Victoria, British Columbia

Faye Soehngen
Native Issues,
University of Victoria
Victoria, British Columbia

Gordon World
Pacific & Asia Studies,
University of Victoria
Victoria, British Columbia

Business

James P. Cooney
International & Public Affairs,
Placer Dome
Vancouver, British Columbia

Peter C. Wallis
The Van Horne Institute for
International Transportation
and Regulatory Affairs
Calgary, Alberta

Bill Westhead
Sustainable Economic Alternatives,
CUSO
Vancouver, British Columbia

Media

Bill Lightowers
CETAC West
Vancouver, British Columbia

Government

John M. Curtis
Trade and Economic Analysis
Division,
Department of Foreign Affairs
and International Trade
Ottawa, Ontario

Gilliane Lapointe
Canada's Year of Asia-Pacific,
Department of Foreign Affairs
and International Trade
Ottawa, Ontario

Syd Maddicott
Policy and Planning Division,
Department of Foreign Affairs
and International Trade
Ottawa, Ontario

Mario Renaud
Strategic Planning and Policy,
Canadian International
Development Agency
Ottawa, Ontario

Noel Schacter
International Branch,
British Columbia Ministry of
Employment and Investment
Victoria, British Columbia

Andrew Shore
Bilateral Affairs, Global Issues
Division,
Department of Foreign Affairs
and International Trade
Ottawa, Ontario

Denis Stevens
Office of the Minister of
Foreign Affairs
Ottawa, Ontario

Don White
Trade Policy Division
British Columbia Ministry of
Employment and Investment
Victoria, British Columbia

Facilitators

Gerry Caplan
Canadian Committee to Protect
Journalists (Co-Chair, Royal
Commission on Broadcasting)
Toronto, Ontario

Kathleen Mahoney
Faculty of Law,
University of Calgary
Calgary, Alberta

Karen Minden
Research & Analysis Division,
Asia Pacific Foundation of Canada
Winnipeg, Manitoba

Stuart Wulff
South Pacific Peoples Foundation
Victoria, British Columbia

WATERLOO

Judith Abwunza
Department of
Sociology/ Anthropology,
Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario

John Chamberlin
Department of English,
Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario

Andrew Cooper
Department of Political Science,
University of Waterloo
Waterloo, Ontario

Alistair Edgar
Department of Political Science,
Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario

Peter Eglin
Department of
Sociology/Anthropology,
Wilfrid Laurier University
Waterloo Ontario

John English
Department of History,
University of Waterloo
Waterloo, Ontario

Esther Epp-Tiessen
MCC Ontario
Kitchener, Ontario

Daria French
Aboriginal Rights,
CUSO
Muncey, Ontario

Christine Harmston
Canadian Friends of Burma
Ottawa, Ontario

- Ashok Kapur**
Department of Political Science,
University of Waterloo
Waterloo, Ontario
- Michael Kerr**
Green Lotus International
Toronto, Ontario
- Harry Klassen**
Calvin Presbyterian Church
Kitchener, Ontario
- Mark Loyal**
Anglican Parish of the Six Nations
Oshweken, Ontario
- Barbara McLean**
Presbyterian Church in Canada
Waterloo, Ontario
- Hulene Montgomery**
United Way
Kitchener, Ontario
- William Moul**
Department of Political Science,
University of Waterloo
Waterloo, Ontario
- John Peters**
Department of
Sociology/Anthropology,
Wilfrid Laurier University
Waterloo, Ontario
- David Pfrimmer**
Waterloo Lutheran Seminary
Waterloo, Ontario
- Truman Phillips**
Agricultural Economics
& Business Development,
University of Guelph
Guelph, Ontario
- Ernie Regehr**
Project Ploughshares,
Conrad Grebel College
Waterloo, Ontario
- Geoff Richardson**
Amnesty International
Toronto, Ontario
- Nola-Kate Seymoar**
International Institute for
Sustainable Development (IISD)
Winnipeg, Manitoba
- Jennifer Allen Simons**
The Simons Foundation
Vancouver, British Columbia
- Celina Sousa**
International Programs, K-W YMCA
Kitchener, Ontario
- Peter Stoett**
Department of Political Studies,
University of Guelph
Guelph, Ontario
- Ellen Woodley**
Ecosystem Health Project,
University of Guelph
Guelph, Ontario
- Youth**
- Bipasha Choudhury**
University of Waterloo
Brampton, Ontario
- Nigmendra Narain**
University of Waterloo
London, Ontario
- Shaun Narine**
University of Toronto
Toronto, Ontario
- Allison Sharpe**
University of Western Ontario
Shelburne, Ontario
- Business and Labour**
- Gerry Barr**
Humanity Fund,
United Steelworkers of America
Toronto, Ontario
- David Hecnar**
Canadian Chamber of Commerce
Ottawa, Ontario
- Maria Hutchinson**
Humanity Fund,
United Steelworkers of America
Toronto, Ontario
- Alex Kouliou**
Internal Audit,
TransCanada Pipelines Limited
Calgary, Alberta
- Ken Luckhardt**
Canadian Auto Workers
North York, Ontario
- Walter McLean**
Franklin Consulting Ltd.
Waterloo, Ontario
- Media**
- Pauline Finch-Durichen**
The Kitchener-Waterloo Record
Kitchener, Ontario
- Dona Harvey**
Journalist and Communications
Consultant
Kitchener, Ontario
- Steve Izma**
Between the Lines Publishing
Kitchener, Ontario
- Government**
- Marius Grinius**
Director, Southeast Asia Division,
Department of Foreign Affairs
and International Trade
Ottawa, Ontario
- Wayne Lord**
Aboriginal Affairs, Human Rights
Division,
Department of Foreign Affairs
and International Trade
Ottawa, Ontario
- Syd Maddicott**
Policy Planning Division,
Department of Foreign Affairs
and International Trade
Ottawa, Ontario
- Sébastien Sigouin**
APEC Division,
Department of Foreign Affairs
and International Trade
Ottawa, Ontario
- Facilitators**
- Grant Birks**
Project Ploughshares,
Conrad Grebel College
Waterloo, Ontario
- Michele Bumstead**
DoveFailed Solutions
Waterloo, Ontario
- Theron Kramer**
Kitchener, Ontario
- Sylvia McMechan**
The Network for Conflict Resolution,
Conrad Grebel College
Waterloo, Ontario
- Dean Peachey**
Kitchener, Ontario
- HALIFAX**
- Jean Arnold**
Falls Brook Centre
Falls Brook, New Brunswick
- Angele Aubin**
Carrefour Tiers-Monde
Québec, Québec
- Patrick Boyer, QC**
Chairman,
Pugwash Park Commission
Etobicoke, Ontario
- Aldo Chircop**
Marine Affairs Program,
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia
- Sheila Cole**
Health and Environment
Halifax, Nova Scotia
- Mary Coyle**
Director,
Coady International Institute,
St. Francis Xavier University
Antigonish, Nova Scotia
- Fred Crickard**
Centre for Foreign Policy Studies,
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia
- Wendy Cukier**
Ryerson Polytechnical University
Toronto, Ontario
- Karen Damtoft**
Canadian Red Cross,
Nova Scotia Region
Halifax, Nova Scotia
- David Ferns**
New Germany Elementary School
New Germany, Nova Scotia
- Malcolm Grieve**
Department of Political Science,
Acadia University
Wolfville, Nova Scotia
- Peter Haydon**
Director, Maritime Affairs,
Naval Officers Association of Canada
Halifax, Nova Scotia
- Richard Kurial**
Department of History,
University of Prince Edward Island
Charlottetown, Prince Edward Island
- Pierre Lizée**
Department of Political Science,
University of Montreal
Montreal, Quebec
- Robert MacLean**
Sydney Academy
Sydney, Nova Scotia
- Maznah Mohamad**
Centre for International Studies,
University of Toronto
Toronto, Ontario

James Morrison

Asian Studies,
Saint Mary's University
Halifax, Nova Scotia

Peter Outhit

Oceans Institute of Canada
Halifax, Nova Scotia

Hanbin Park

PPC, Cornwallis Park
Clementsport, Nova Scotia

Donald Patton

International Business,
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia

Robert Race

International Oceans Institute,
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia

Robert Reford

Reford-McCandless International
La Have, Nova Scotia

Shelagh Savage

Atlantic Regional Office,
Canada World Youth
Halifax, Nova Scotia

Johan Saravanamuttu

Chair for ASEAN and
International Studies,
University of Toronto
Toronto, Ontario

Timothy M. Shaw

Director, Centre for Foreign
Policy Studies,
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia

Youth

Michael Klenavic

University of Prince Edward Island
Charlottetown, Prince Edward Island

Matt Sherrard

Canada World Youth,
Atlantic Regional Office
Halifax, Nova Scotia

Business

Chris Musial

International Marketing,
International Language Institute
Halifax, Nova Scotia

Ross Piercey

Nova Scotia Oceans Initiative
Dartmouth, Nova Scotia

Harvey Silverstein

Priority Management
Halifax, Nova Scotia

Media

Michael Cobden

School of Journalism,
University of Kings College
Halifax, Nova Scotia

Government

Connie Caruthers

Industry Canada
Halifax, Nova Scotia

Bob Fraser

Policy Branch, Canadian
International Development Agency
Ottawa, Ontario

Heidi Hulan

Office of the Minister
of Foreign Affairs
Ottawa, Ontario

James Kelly

International Relations,
Canadian Coast Guard College
Sydney, Nova Scotia

Randolph Mank

Japan Division,
Department of Foreign Affairs
and International Trade Canada
Ottawa, Ontario

Sébastien Sigouin

APEC Division,
Department of Foreign Affairs
and International Trade
Ottawa, Ontario

Facilitators

Christine Arab

Centre for Foreign Policy Studies,
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia

Ann Griffiths

Political Science Department,
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia

David N. Griffiths

Pendragon Applied Research
Lawrencetown, Nova Scotia

Glen Herbert

Centre for Foreign Policy Studies,
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia

Stephanie Reford

Reford-McCandless International
La Have, Nova Scotia

Susan Rolston

Halifax Branch, Canadian Institute
of International Affairs (CIIA)
Halifax, Nova Scotia

QUÉBEC

Monsieur Louis-Marie Asselin

Centre Canadien d'Études et de
Coopération Internationale (CECI)
Québec, Québec

Madame Iris Almedia

Programmes, Centre international
des droits de la personne et du
développement démocratique
Montréal, Québec

Madame Angèle Aubin

Co-organisatrice du Forum, Québec
Carrefour Tiers-Monde
Québec, Québec

Monsieur Martin Beauvillage

Maîtrise en gestion des coopératives
Université de Sherbrooke,
Sherbrooke, Québec

Professeur Ivan Bernier

Faculté de Droit, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Madame Marie-Claude Bouchard

Co-organisatrice du forum, Québec,
Université Laval
Québec, Québec

Monsieur Mohamed Chikaoui

OXFAM Québec
Montréal Québec

Monsieur Ali Dahan

Partisans de la Paix dans
la justice pour Djibouti
Québec, Québec

Professeur Michel Dion

Faculté de théologie, d'éthique
et de philosophie,
Université de Sherbrooke
Sherbrooke, Québec

Professeur Paul-Normand Dussault

Département de science politique,
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Monsieur François Faucher

Carrefour de solidarité
internationale (CSI-S)
Sherbrooke, Québec

Monsieur Pascal Girard

Maîtrise en environnement,
Université de Sherbrooke
Sherbrooke, Québec

Monsieur Khun-Ney Khoun

Association Québec-Cambodge
Québec, Québec

Monsieur Jean-Guy Lacourrière

L'Amérique latine et des Caraïbes
CUSO
Ottawa, Ontario

Monsieur Nouri Lagmi

Vue d'Afrique
Montréal, Québec

Professeur Louis Lapierre

Chaire d'étude K.C. Irving en
développement durable,
Université de Moncton
Moncton, Nouveau Brunswick

Professeur Pierre Lizée

Département de science politique,
Université de Montréal
Montréal, Québec

Monsieur Nigmendra Narain

Département de sciences politiques,
Université de Waterloo
Waterloo, Ontario

Professeur Alain Prujiner

Institut québécois des hautes études
internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Madame Lili Rehel

Institut québécois des hautes études
internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Monsieur Martin Roy

Institut québécois des hautes études
internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Professeur William Schabas

Département des sciences juridiques,
Université du Québec à Montréal
(UQAM)
Montréal, Québec

Monsieur José Slobodrian

Analyste International
Sillery, Québec

Monsieur Tran Tamimh

Fraternité Viet-Nam
Ste-Foy, Québec

Jeunes

Monsieur Maxime Bédard
Jeunesse du Monde
Ancienne Lorette, Québec

Madame Pascale Bouchard
Garneau International
Québec, Québec

Monsieur Jean-François Carron
Petit Séminaire de Québec
(secondaire)
Beauport, Québec

Madame Suzie Cloutier
Jeunesse Canada Monde
Québec, Québec

Monsieur Nicolas Gilbert
Jeunesse du Monde
Québec, Québec

Monsieur Philippe Huot
Petit Séminaire de Québec
(secondaire)
Beauport, Québec

Madame Marie-Hélène Proulx
Petit Séminaire de Québec (collégial)
Québec, Québec

Milieu des affaires/syndical

Monsieur Frederick Couttet
Centre de commerce international
de l'Est du Québec
Québec, Québec

Madame Diane Girard
Service d'éthique et d'intégrité,
KPMG
Montréal, Québec

Monsieur Emile Valée
Fédération des travailleurs du
Québec (FTQ)
Montréal, Québec

Médias

Monsieur Daniel Allard
Journaliste
Ste-Foy, Québec

Professeur Florian Sauvageau
Département d'information
et de communication,
Université Laval
Ste-Foy, Québec

Gouvernement

Madame Roxane Dubé
Cabinet du Ministre des
Affaires étrangères
Ottawa, Ontario

Madame Gilliane Lapointe
L'année canadienne de
L'Asie-Pacifique,
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
Ottawa, Ontario

Madame Jennifer Ledwidge
Bureau des relations avec les médias,
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
Ottawa, Ontario

Madame Cécile Latour
Division de L'Asie du Sud,
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
Ottawa, Ontario

Madame Sandra McCardell
Division des droits de la personne,
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
Ottawa, Ontario

L'Honorable Diane Marleau
Ministre, Coopération internationale
et la Francophonie
Hull, Québec

Monsieur Henry-Paul Normandin
Division de la gouvernance,
Agence canadienne de
Développement international
Hull, Québec

Monsieur Martin Roy
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
Ottawa, Ontario

Monsieur Sébastien Sigouin
Division de l'APEC,
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
Hull, Québec

Rapporteurs

Monsieur Martin Breault
Institut québécois des hautes études
internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Monsieur Daniel Cloutier
Institut québécois des hautes études
internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Monsieur Michel Constantin
Institut québécois des hautes études
internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Monsieur Jean-François Marion
Institut québécois des hautes études
internationales, Université Laval
Ste-Foy, Québec

Preparatory Roundtables/Tables-rondes préparatoires

**INDIGENOUS HERITAGE RIGHTS
AND APEC
Native Law Centre, Saskatoon
Sakej Henderson**

Marie Battiste
University of Saskatchewan

Martin Heavy Head
Blood Tribe Council (Treaty 7)

Pam Heavy Head
University of Lethbridge

Roger Jones
University of Sudbury

Gloria Lee
Saskatchewan Indian Institute of
Technology

Andres Lix Lopez
Institute of Indigenous Chiefs

Mildred Poplar
Union of BC Indian Chiefs

Priscilla Settee
University of Saskatchewan

Karla Williamson
University of Saskatchewan

Russel Barsh
University of Lethbridge

Love St.-Fleur
International Centre for Human
Rights and Democratic Development

R. G. Williamson
University of Saskatchewan

**WOMEN AND ECONOMIC
DEVELOPMENT IN ASIA**
University of New Brunswick,
Saint John
Bob Chanteloup

Deborah Armstrong
Self Help

Laticia Asimakos
Chinese Cultural Association

Seth Asimakos
Chinese Cultural Association

Tom Baduik
Simonds High School

Catherine Blais
Chinese Cultural Association

Edward Bowes
Saint John Vocational

John Calder
Kennebecasis Valley High

Lee Chalmers
University of New-Brunswick,
Saint John

Mr. Chung University of New-Brunswick, Saint John	Larry MacDonald Hampton High	Teresa Walsh Belleisle Regional High	William Stacey University of Victoria
Ann Condon University of New-Brunswick, Saint John	Doris Martin University Women's Club	Angela Wisniewski Kennebecasis Valley High	Mutang Urud Endangered Peoples Project
Heather Cossaboom Chinese Cultural Association	Rick Miner University of New-Brunswick, Saint John	Sarah Wisniewski Kennebecasis Valley High	Sharon Venne University of Alberta
Phillip Dan University of New-Brunswick, Saint John	Terri Moore Chinese Cultural Association	Maureen Yang Chinese Cultural Association	HUMAN RIGHTS AND INTERNATIONAL BUSINESS University of Calgary, Calgary Kathleen Mahoney
Don Desserud University of New-Brunswick, Saint John	Richard Nimjean University of New Brunswick, Saint John	INDIGENOUS PEOPLES AND ASIA-PACIFIC South-Pacific Peoples Foundation, Victoria	Caryl Abrahams University of Calgary
Mary Doherty University Women's Club	Mark Perry Hampton High	Penny Kerrigan, Stuart Wulff	Sandra Anderson Global Transitions
Fred Donnelly University of New-Brunswick, Saint John	Eileen Pike University of New Brunswick, Saint John	Leonzo Barreno Saskatchewan Indian Federated College	Bob Blair Former CEO, Nova
Bill Driedzie Chinese Cultural Association	John Pottle Saint John Vocational	Gord Bruyere University of Victoria	Merlin Brinkerhoff University of Calgary
Marion Elliot University Women's Club	Phyllis Power University of New Brunswick, Saint John	Amanda Bullen University of Victoria	Cesar Cala End Child Prostitution in Asian Tourism (ECPAT)
Ed Farren Chinese Cultural Association	John Reimer Self Help	Leslie Butt University of Victoria	Joy Calkin University of Calgary
Anna Marie Gillis Chinese Cultural Association	Neil Ridler University of New Brunswick, Saint John	Frank Cassidy University of Victoria	Marg Durnin Alberta Coalition for Global Justice
Allison Hammah University Women's Club	Dr. Richard Scott Chinese Cultural Association	Philip Cook University of Victoria	Debra Finlay Lawyer
Rodrique Hebert Kennebecasis Valley High	Donald Smith St. Malachy's Memorial High	Marcia Crosby Malaspina University College	Phil Fontaine Grand Chief, Assembly of First Nations (Former Grand Chief, Assembly of Manitoba Chiefs)
Catrina Kilfoy Simonds High School, Saint John	Peter Smith Belleisle Regional High	Karen Duder University of Victoria	Bob Francis President and CEO, Agriteam
Louis Lahey Saint John Vocational	Connie Stafford University of New Brunswick, Saint John	Barbara Duffield University of Victoria	Mongone Greco Government of Alberta
Bob Lee Chinese Cultural Association	Greg Theobald Saint John High School	Paul Finkel Government of British Columbia	Abe Janzen Mennonite Central Committee
Jonah Lee Simonds High School		Peter Gardner Lester B. Pearson College of the Pacific	
		Fay Soehngen University of Victoria	
		Renee Shilling Canadian Federation of Students	
		Priscilla Settee University of Saskatchewan	
		Jennifer Schlotter University of Victoria	
		Richard Salvador University of Hawaii	
		Millie Poplar Union of BC Chiefs	
		Michael Nicoll Yahgulanaas South Pacific Peoples Foundation	
		Dawn McLean Victoria Foreign Policy Network	
		Lanna Many Grey Horses Capilano College	
		Zeta Lay Camosun College	
		Emmanuel Koima Lester B. Pearson College of the Pacific	
		Penny Kerrigan University of Victoria	
		Colleen Kasting University of Victoria	
		Barb Joe University of Victoria	
		Florence Hackett Aboriginal Women's Network	
		Susana Guardado University of Victoria	
		Monique Gray Smith South Pacific Peoples Foundation	
		Randall Garrison Camosun College	

- Wenran Jiang**
University of Alberta
- Ron Keith**
University of Calgary
- Bill Keys**
Transcanada Pipelines
- W. B. Lister**
Corporate Counsel, Securefund
- Ann McGrath**
OXFAM
- Randall Oliver**
Capital Management Ltd.
- Daniel Pugh**
Arusha Centre
- Julie Rowney**
University of Calgary
- Harry Sekhon**
Sedock Holdings
- Rebekah Sidel**
CUSO
- Charles Stedman**
Strategic Analysis, NOVA
- Kim Thiessen**
Mennonite Central Committee
- Bava Wahdwa**
Arusha Centre
- Peter Wallis**
Past President,
Calgary Chamber of Commerce
- William T. Warden**
University of Calgary
- Mathew Zachariah**
University of Calgary
- Lorne Jacques** (Facilitator)
- Noel Keough** (Facilitator)
- Monica Pohlmann** (Facilitator)
- Kent Schroeder** (Recorder)
- Micahel Flynn** (Recorder)
- John Selby** (Student Organizer)
- OPEN MARKETS OPEN MEDIA**
IMPACS, Vancouver
Shauna Sylvester
- David Beers**
Freelance Journalist and Author
- Patrick Brown**
CBC TV Asia Correspondent
- Marie Cambon**
Freelance Documentary Producer
and Director, Chinese Media
- Satya Das**
Editorial Writer and Columnist,
the Edmonton Journal
- Daryl Duke**
Board of Directors, Vancouver TV,
Steering Committee, Friends of
Canadian Broadcasting
- Melanie Gruer**
Media, North-South Institute
- Andreas Harsono**
Jakarta Correspondent,
Bangkok Nation
- Frank Koller**
Canadian Committee for the
Protection of Journalists,
Producer, CBC radio Program
Sunday Morning
- Gail Lem**
Vice-President, Media,
Communications, Energy and
Paperworkers Union
- Colleen Leung**
Freelance Television Producer,
Co-host, Knowledge Network
Program Studio
- Ron Richardson**
Director, Publications and
Information Services,
Asia-Pacific Foundation
- Iain Simpson**
BBC Radio Asia Correspondent
- Chris Wood**
Co-editor, Chinese language Edition,
Macleans
- Vincent Yang**
Associate, International Centre for
Law Reform
- Yuezhi Zhao**
Associate, the David Lam Centre for
International Communication
- POLICY DEVELOPMENT
WORKSHOP**
Canadian Centre for Foreign Policy
Development, Ottawa
- Barbara Arneil**
University of British Columbia
- Angèle Aubin**
Carrefour Tiers-Monde
- Ambassador John Bell**
Canada's Year of Asia-Pacific,
Department of Foreign Affairs and
International Trade
- Gerry Caplan**
Canadian Committee to Protect
Journalists
- John English** (Co-Chair)
University of Waterloo
- Randy Garrison**
Camosin College
- Ingrid Hall**
South and South-East Asia Division,
Department of Foreign Affairs and
International Trade
- Hilary Humphrey**
Office of the Honourable
Raymond Chan
- Sigridd Anna Johnson**
Policy Planning Division,
Department of Foreign Affairs and
International Trade
- Brian Job**
University of British Columbia
- Penny Kerrigan**
Canadian Federation of Students
- Pierre Lizée**
Université de Montréal
- Dawn McLean**
Policy Development
- Mario Renaud**
Planification stratégique et
politiques (ASIE),
Agence canadienne de
développement international
- Brian Stevenson**
Office of the Honourable
Lloyd Axworthy
- Special Guest**
Bill Assu
Former Chief, Cape Mudge Band

